bdc

Rapport financier 2017

Premier trimestre

Le 30 juin 2016

Sommaire

L'économie canadienne continue de s'ajuster à la baisse des prix du pétrole. Bien que l'industrie énergétique continue d'éprouver des difficultés, les exportations non énergétiques demeurent stables et contribuent à la croissance économique des provinces dotées d'un vaste secteur manufacturier. De façon générale, l'économie canadienne fait des progrès.

Au cours des derniers mois, les cours du pétrole se sont stabilisés dans la fourchette des 45 $ à 50 $. Comme la demande mondiale en pétrole demeure forte et que la croissance de l'offre ralentit, le marché se dirige vers un nouvel équilibre. Cependant, l'incidence de la chute des cours du brut se fait toujours ressentir en Alberta, en Saskatchewan et à Terre-Neuve-et-Labrador. L'emploi poursuit son déclin dans ces provinces, où le taux de chômage a considérablement augmenté.

En revanche, la croissance économique soutenue aux États-Unis et la faiblesse du dollar canadien ont continué de stimuler nos exportations, au grand bonheur du secteur manufacturier. On relève d'ailleurs une hausse de la production, des intentions d'investissement et de l'emploi dans ce secteur partout au pays, dont les bienfaits se font particulièrement sentir au Québec, en Ontario, au Manitoba et en Colombie-Britannique. Les exportations constituent le principal moteur de la croissance économique dans ces provinces et dans l'ensemble du Canada. Les difficultés économiques persistantes en Europe ne devraient avoir aucune incidence sur cette situation puisque le marché européen ne représente que 4 % des exportations canadiennes.

Les conditions de crédit aux entreprises demeurent favorables, malgré un récent resserrement. En mai 2016, le crédit total aux entreprises a augmenté de 4,5 % par rapport à l'an dernier, de 3,3 % par rapport au dernier trimestre et de 4,8 % par rapport au mois dernier[1]. On note également une augmentation des prêts à court et à long terme accordés par les banques à charte au cours des 12 derniers mois.

Dans ce contexte, BDC joue un rôle important en aidant les PME à obtenir le soutien nécessaire pour assurer leur croissance et leur prospérité. Les clients de Financement[2] ont accepté des prêts de 1,7 milliard de dollars au cours du trimestre, contre 1,4 milliard de dollars pour le même trimestre à l'exercice précédent.

Au 30 juin 2016, le portefeuille de prêts de Financement[2], avant la provision cumulée pour pertes sur prêts, s'établissait à 20,8 milliards de dollars, en hausse de 2,5 % depuis le 31 mars 2016.

BDC continue de se concentrer sur les petits prêts, tout en octroyant des prêts plus importants au besoin, notamment aux moyennes entreprises, et en participant à des transactions financières avec d'autres institutions financières. Durant le trimestre, 2 583 clients de Financement et de Capital de croissance et transfert d'entreprise ont accepté des prêts de 750 000 $ ou moins, pour un total de 279,0 millions de dollars, comparativement à 2 631 clients et 282,1 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Capital de croissance et transfert d'entreprise a continué de soutenir les plans de croissance des entrepreneurs canadiens grâce à une offre de produits diversifiée, ses clients acceptant 101,2 millions de dollars de financement pendant le premier trimestre, comparativement à 61,0 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent.

---

(1) Source des données du présent paragraphe : Banque du Canada.

(2) À moins d'indication contraire, Financement exclut Capital de croissance et transfert d'entreprise.

Dans le but d'appuyer les entreprises innovantes du Canada et de créer les conditions favorisant la réussite dans l'écosystème du capital de risque, Capital de risque a autorisé 30,4 millions de dollars d'investissements au premier trimestre, comparativement à 55,5 millions de dollars pour la même période l'an dernier. En raison de la forte activité au quatrième trimestre de l'exercice 2016, les investissements autorisés pendant le premier trimestre de 2017 ont été moins élevés.

L'équipe Initiatives stratégiques et partenariats (ISP) de BDC Capital a poursuivi la mise en place d'initiatives visant à renforcer les composantes clés de l'écosystème du capital de risque. Elle investit dans des fonds spécialisés, des accélérateurs et les diplômés de ces accélérateurs. Au 30 juin 2016, l'équipe ISP avait investi dans 159 entreprises en démarrage, ce qui représente un montant total de 30,0 millions de dollars depuis sa création.

Durant le trimestre, BDC a poursuivi la mise en œuvre du Plan d'action pour le capital de risque (PACR), une initiative du gouvernement fédéral visant à injecter 400 millions de dollars pour accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses. Au 30 juin 2016, le portefeuille total du PACR s'établissait à 193,4 millions de dollars, comparativement à 137,7 millions de dollars au 31 mars 2016. Le PACR a atteint son objectif de soutenir la clôture de quatre fonds de fonds dirigés par le secteur privé avec 1,35 milliard de dollars sous gestion. Cela s'est traduit par un apport de plus de 900 millions de dollars en capitaux d'investisseurs privés dans l'écosystème.

BDC maintient son rôle dans le marché de la titrisation, ce qui aide les PME à accéder à du financement pour les véhicules et le matériel dont elles ont besoin afin d'améliorer la productivité. Au 30 juin 2016, les titres adossés à des créances mobilières totalisaient 497,0 millions de dollars, comparativement à 509,8 millions de dollars au 31 mars 2016.

Afin de mieux refléter sa gamme complète de services, la division BDC Avantage est devenue Services-conseils. Au cours du trimestre, Services-conseils a maintenu son offre de services intégrale pour aider les entrepreneurs à relever divers défis, notamment au chapitre de l'efficacité opérationnelle, de l'expansion internationale, de la mise en œuvre de technologies et de la gestion des affaires. La division compte également une équipe de conseillers expérimentés centrée sur les moyennes entreprises à impact élevé à la recherche d'une croissance accélérée. La majeure partie des activités de Services-conseils est considérée comme un investissement visant à favoriser la compétitivité des entreprises canadiennes. BDC assume une grande part des coûts associés à ces activités et à ces initiatives pour faire en sorte que les entreprises puissent maximiser leurs bénéfices. Services-conseils a affiché des produits de 4,3 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice 2017, ce qui est supérieur aux 3,5 millions enregistrés pour la même période en 2016.

Au premier trimestre de l'exercice 2017, BDC affichait un résultat net consolidé de 92,4 millions de dollars[3], comparativement à 171,0 millions de dollars[3] pour la même période l'an dernier. Cette baisse s'explique principalement par la hausse de la moins-value nette latente sur les placements de capital de risque à l'exercice 2017, par rapport à la même période de l'exercice 2016. Les résultats de 2016 de Capital de risque ont été influencés favorablement par une plus-value latente sur les placements de 57,7 millions de dollars, découlant essentiellement d'une ronde de financement externe pour l'une des sociétés bénéficiant d'investissements.

Pour le trimestre, BDC a enregistré une perte au titre des autres éléments du résultat global de 62,1 millions de dollars, contre 71,9 millions de dollars pour le même trimestre à l'exercice précédent. Le fléchissement des autres éléments du résultat global s'explique par des pertes découlant des réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section sur le résultat global consolidé.

---

(3) Comprend une perte nette de 1,5 million de dollars et un résultat net de 0,7 million de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle pour les exercices 2017 et 2016, respectivement.

Sommaire

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, un dividende de 68,6 millions de dollars a été versé à l'actionnaire de BDC, en fonction des résultats de l'exercice 2016.

Le 6 juin, BDC a officiellement lancé sa nouvelle identité de marque, qui vise à mieux faire connaître son rôle et les produits qu'elle offre à un plus grand nombre d'entrepreneurs canadiens. BDC a élaboré une image de marque qui reflète son caractère distinctif de seule banque canadienne qui se consacre uniquement aux entrepreneurs. La nouvelle signature de BDC – « financement. conseil. savoir-faire. » – positionne clairement l'éventail unique de solutions de BDC, qui combine services-conseils et financement sous forme de prêts, de capital de risque, de financement subordonné et de capital-investissement. Quant au troisième élément de la nouvelle signature, « savoir-faire », il symbolise une qualité partagée par les entrepreneurs et BDC.

La Banque de développement du Canada (BDC) est une société d'État détenue en propriété exclusive par le gouvernement du Canada.

BDC est la seule banque qui se consacre uniquement aux entrepreneurs canadiens. Sa mission consiste à soutenir l'entrepreneuriat, plus particulièrement les petites et moyennes entreprises. Comptant plus de 110 centres d'affaires partout au pays, BDC propose aux entreprises des solutions de financement, des investissements et des services-conseils.

Les entrepreneurs qui réussissent contribuent de manière inestimable à l'économie canadienne. Les appuyer relève de l'intérêt national.

Table des matières

Rapport de gestion **7**
Contexte du rapport financier trimestriel 7
Gestion du risque 7
Analyse des résultats financiers 8

États financiers consolidés **16**

De temps à autre, BDC fait des déclarations prospectives, écrites ou verbales. Nous pouvons faire de telles déclarations prospectives dans le présent rapport financier trimestriel. Ces déclarations prospectives portent notamment sur les objectifs fixés et les stratégies à appliquer pour les atteindre, de même que sur les perspectives, les plans, les prévisions, les attentes, les estimations et les intentions.

En raison de leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreux facteurs et hypothèses, ainsi que des incertitudes et des risques intrinsèques, généraux et particuliers. Il est donc possible qu'en raison de ces incertitudes, les prédictions, prévisions, projections et autres déclarations prospectives ne se matérialisent pas. Les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans les déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants.

Rapport de gestion

Contexte du rapport financier trimestriel

L'ensemble des ministères et des sociétés d'État mères sont tenus, en vertu de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, de préparer et de rendre public un rapport financier trimestriel. La norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État est émise par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin que les sociétés d'État mères soient informées de la forme et du contenu des rapports financiers trimestriels requis, en conformité avec l'article 131.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers inclus dans ces rapports financiers trimestriels. Par conséquent, les états financiers consolidés trimestriels condensés inclus dans le présent rapport n'ont pas été audités ni examinés par un auditeur externe.

Gestion du risque

Le risque fait partie intégrante du secteur financier. BDC utilise de saines pratiques en matière de gestion intégrée du risque (GIR).

La gestion des risques de BDC passe par l'élaboration et la communication de politiques, l'établissement de revues formelles du risque et de processus d'approbation, ainsi que par la détermination de limites et la délégation de pouvoirs. Le conseil d'administration et le Comité du conseil du risque examinent les rapports trimestriels sur la GIR et surveillent l'efficacité des pratiques de BDC dans ce domaine. Dans chaque secteur d'activité, la direction fait en sorte que les activités de gouvernance, les contrôles ainsi que les processus et procédures soient conformes aux saines pratiques de BDC en matière de GIR.

Aucun changement important n'a été apporté à nos pratiques en matière de GIR et aucun nouveau risque n'a été relevé au cours du trimestre terminé le 30 juin 2016.

Analyse des résultats financiers

L'analyse des résultats financiers a pour objectif de permettre aux lecteurs d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre terminé le 30 juin 2016, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette analyse inclut également des commentaires à propos des écarts importants par rapport au Plan d'entreprise de BDC pour les exercices 2017 à 2021, s'il y a lieu.

BDC fait rapport sur six secteurs d'activité : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Services-conseils, Titrisation et Plan d'action pour le capital de risque (PACR). Tous les montants sont indiqués en dollars canadiens, sauf indication contraire, et sont fondés sur les états financiers consolidés trimestriels condensés non vérifiés établis conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Cette analyse doit être lue en parallèle avec nos états financiers consolidés trimestriels condensés non vérifiés inclus dans le présent rapport.

Résultat net consolidé

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Financement	**116,7**	121,4
Capital de croissance et transfert d'entreprise	**9,1**	5,1
Capital de risque	**(10,9)**	54,2
Services-conseils	**(10,6)**	(7,6)
Titrisation	**0,9**	0,6
Plan d'action pour le capital de risque	**(12,8)**	(2,7)
Résultat net	**92,4**	171,0
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**93,9**	170,3
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**(1,5)**	0,7
Résultat net	**92,4**	171,0

Trimestre terminé le 30 juin

BDC a déclaré un résultat net consolidé de 92,4 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 30 juin 2016, comprenant 93,9 millions de dollars attribuables à l'actionnaire de BDC et une perte nette de 1,5 million de dollars attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Cela se compare au résultat net consolidé de 171,0 millions de dollars enregistré au premier trimestre de l'exercice 2016, dont un résultat net de 0,7 million de dollars était attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle.

La baisse du résultat net au premier trimestre de l'exercice 2017 découle principalement de la perte nette de 10,9 millions de dollars de Capital de risque, alors que ce secteur d'activité affichait un solide résultat net de 54,2 millions de dollars en 2016. Pour de plus amples renseignements, se reporter à la section sur Capital de risque de la présente analyse.

Les résultats du premier trimestre de l'exercice 2017 sont légèrement supérieurs à l'objectif du Plan d'entreprise pour la même période. Actuellement, BDC prévoit atteindre l'objectif de 368 millions de dollars en résultat net consolidé établi dans le Plan d'entreprise de 2017.

Résultat global consolidé

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Résultat net	**92,4**	171,0
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	**(1,1)**	(0,4)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	**(0,2)**	(1,1)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	**(1,3)**	(1,5)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	**(60,8)**	73,4
Autres éléments du résultat global	**(62,1)**	71,9
Résultat global total	**30,3**	242,9
Résultat global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**31,8**	242,2
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**(1,5)**	0,7
Résultat global total	**30,3**	242,9

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat global total consolidé pour le premier trimestre s'établit à 30,3 millions de dollars, ce qui correspond à un résultat net consolidé de 92,4 millions de dollars, moins une perte de 62,1 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global.

BDC a comptabilisé une perte de 62,1 millions de dollars au titre des autres éléments du résultat global pour le trimestre terminé le 30 juin 2016, comparativement aux autres éléments du résultat global de 71,9 millions de dollars pour la même période l'an dernier.

Les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies de 60,8 millions de dollars ont contribué à la baisse du résultat global total pour le trimestre terminé le 30 juin 2016. Ces pertes sont essentiellement attribuables à l'utilisation de taux d'actualisation plus faibles pour l'évaluation des obligations au titre des prestations définies, partiellement contrebalancée par les rendements plus élevés des actifs des régimes de retraite.

Résultats de Financement

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Produits d'intérêts nets et frais et autres produits	**249,0**	236,9
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	**(37,8)**	(28,2)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**(0,2)**	1,2
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	**211,0**	209,9
Charges opérationnelles et administratives	**94,3**	88,5
Résultat net provenant de Financement	**116,7**	121,4

	Trimestre terminé le 30 juin	
En pourcentage du portefeuille moyen	**E2017**	E2016
Produits d'intérêts nets et frais et autres produits	**4,8**	4,9
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	**(0,7)**	(0,6)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**-**	-
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	**4,1**	4,3
Charges opérationnelles et administratives	**1,8**	1,8
Résultat net provenant de Financement	**2,3**	2,5

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net de Financement se chiffre à 116,7 millions de dollars pour le premier trimestre de l'exercice 2017, comparativement à 121,4 millions de dollars pour la même période de l'exercice 2016. Cette légère baisse de rentabilité enregistrée pour le trimestre terminé le 30 juin 2016 s'explique principalement par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur prêts et par des charges opérationnelles et administratives plus élevées. Toutefois, les produits d'intérêts nets et les frais ont augmenté de 12,1 millions de dollars en raison d'une hausse de 8 % du portefeuille moyen par rapport à la même période de l'exercice précédent. Une dotation à la provision pour pertes sur prêts plus élevée a été enregistrée pour tenir compte de l'incertitude économique causée par la chute des cours du pétrole. Malgré la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur prêts, le niveau des pertes est demeuré faible, s'établissant à 0,7 % du portefeuille moyen pour le trimestre terminé le 30 juin 2016.

Les charges opérationnelles et administratives pour le trimestre terminé le 30 juin 2016 sont supérieures à celle de la période correspondante de l'exercice précédent. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives sont comparables à celles de la même période l'an dernier. La hausse est essentiellement imputable aux coûts associés au déploiement de notre nouvelle identité de marque, ainsi qu'à l'effectif supérieur mis en place pour accroître la présence de BDC partout au Canada, surtout dans l'Ouest canadien et en Ontario, afin de pouvoir aider encore plus d'entrepreneurs et d'avoir une plus grande incidence sur leur capacité à innover, à croître et à devenir plus productifs.

Résultats de Capital de croissance et transfert d'entreprise

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Produits nets sur les placements	**18,3**	19,4
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(1,2)**	(7,0)
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	**17,1**	12,4
Charges opérationnelles et administratives	**8,0**	7,3
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	**9,1**	5,1
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**9,1**	4,8
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**-**	0,3
Résultat net provenant de Capital de croissance et transfert d'entreprise	**9,1**	5,1

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net de Capital de croissance et transfert d'entreprise pour le premier trimestre de l'exercice 2017 se chiffre à 9,1 millions de dollars, un solide résultat par rapport au résultat net de 5,1 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les produits nets sur les placements, qui comprennent les produits d'intérêts nets, les profits (pertes) nets réalisés sur les placements, ainsi que les frais et autres produits, ont atteint 18,3 millions de dollars pour le premier trimestre, ce qui est inférieur aux 19,4 millions de dollars dégagés à l'exercice précédent. Les produits d'intérêts nets de 16,0 millions de dollars sont supérieurs de 2,2 millions de dollars aux 13,8 millions de dollars enregistrés pour le premier trimestre de l'exercice 2016, principalement en raison de la croissance du portefeuille. Les pertes nettes réalisées sur les placements ont totalisé 2,2 millions de dollars, comparativement à des profits réalisés de 0,2 million de dollars en 2016, principalement du fait de la hausse des radiations. Les frais et les autres produits de 4,5 millions de dollars sont inférieurs de 0,9 million de dollars aux 5,4 millions de dollars comptabilisés pour la même période l'an dernier, principalement en raison d'une baisse des remboursements anticipés.

BDC a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 1,2 million de dollars comparativement à une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 7,0 millions de dollars pour la même période l'an dernier, comme l'indique le tableau ci-dessous.

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Plus(moins)-value nette de la juste valeur	**(3,0)**	(5,3)
Renversement de moins(plus)-value nette en raison du résultat réalisé et des radiations	**1,8**	(1,7)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(1,2)**	(7,0)

Les charges opérationnelles et administratives ont augmenté de 0,7 million de dollars par rapport au premier trimestre de l'exercice 2016, en raison d'une augmentation des effectifs nécessaire pour soutenir pleinement les plans de croissance et de transfert d'entreprise de nos clients. Cependant, en pourcentage du portefeuille moyen, les charges opérationnelles et administratives demeurent inchangées par rapport à l'exercice 2016.

Résultats de Capital de risque

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Produits (pertes) nets sur les placements	**(1,1)**	3,0
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(3,6)**	57,7
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	**(1,1)**	(1,5)
Profits (pertes) nets sur autres instruments financiers	**(0,1)**	0,3
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	**(5,9)**	59,5
Charges opérationnelles et administratives	**5,0**	5,3
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	**(10,9)**	54,2
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**(9,4)**	53,8
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**(1,5)**	0,4
Résultat (perte) net provenant de Capital de risque	**(10,9)**	54,2

Trimestre terminé le 30 juin

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, Capital de risque a comptabilisé une perte nette de 10,9 millions de dollars, alors que le secteur affichait un résultat net de 54,2 millions de dollars pour le même trimestre de l'exercice précédent. Le résultat net de l'exercice 2016 a été favorablement influencé par une plus-value latente sur les placements de 57,7 millions de dollars découlant essentiellement d'une ronde de financement externe pour l'une des sociétés bénéficiant d'investissements.

Les pertes nettes réalisées sur les placements se chiffraient à 1,1 million de dollars en 2017, contre des produits nets sur les placements de 3,0 millions de dollars pour la même période l'an dernier, ce qui s'explique principalement par une baisse des profits réalisés sur la cession de placements.

BDC a comptabilisé une variation nette de la moins-value latente sur les placements de 3,6 millions de dollars, comparativement à une variation nette de la plus-value latente sur les placements de 57,7 millions pour la même période l'an dernier, comme l'indique le tableau ci-dessous.

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Plus(moins)-value nette de la juste valeur	**(9,5)**	55,1
Renversement de moins(plus)-value nette sur les placements cédés et les radiations	**5,9**	2,6
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(3,6)**	57,7

Résultats de Services-conseils

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Produits	**4,3**	3,5
Charges opérationnelles et administratives	**14,9**	11,1
Perte nette provenant de Services-conseils	**(10,6)**	(7,6)

Trimestre terminé le 30 juin

Au début de l'exercice 2017, la division BDC Avantage est devenue Services-conseils afin de mieux refléter la gamme complète de services non financiers qu'elle offre aux entrepreneurs. La division a entamé 482 mandats au cours du premier trimestre de 2017, contre 413 pour le premier trimestre de 2016.

Ses produits se sont établis à 4,3 millions de dollars pour le premier trimestre terminé le 30 juin, soit 3,5 millions de dollars ou 23 % de plus que pour le même trimestre de l'exercice précédent.

Services-conseils a enregistré une perte nette de 10,6 millions de dollars pour le premier trimestre de 2017, contre 7,6 millions de dollars au même trimestre l'an dernier.

Les charges opérationnelles et administratives de 14,9 millions de dollars sont supérieures de 3,8 millions de dollars à celles comptabilisées pour la même période de 2016, étant donné que BDC a continué d'attribuer des ressources à l'expansion de sa gamme de services non financiers, qui comprend notamment de nouvelles solutions destinées aux entreprises canadiennes à impact élevé et une offre bonifiée visant à aider les entreprises à s'internationaliser.

Résultats de Titrisation

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Produits d'intérêts nets et frais	**1,5**	1,1
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	**1,5**	1,1
Charges opérationnelles et administratives	**0,6**	0,5
Résultat net provenant de Titrisation	**0,9**	0,6

Trimestre terminé le 30 juin

Le résultat net provenant de Titrisation pour le premier trimestre de l'exercice 2017 s'élève à 0,9 million de dollars, comparativement à un résultat net de 0,6 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Les produits d'intérêts nets et les frais s'élèvent à 1,5 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2016, contre 1,1 million de dollars pour la même période de l'exercice précédent. Cette hausse découle essentiellement de la croissance du portefeuille de titres adossés à des créances mobilières au premier trimestre de 2017 par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les charges opérationnelles et administratives pour le trimestre terminé le 30 juin 2016 sont légèrement supérieures à celles enregistrées pour la même période l'an dernier.

Résultats du Plan d'action pour le capital de risque

	Trimestre terminé le 30 juin	
(en millions de dollars)	**E2017**	E2016
Produits (pertes) nets sur les placements	**0.1**	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(12.8)**	(2.5)
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	**(12.7)**	(2.5)
Charges opérationnelles et administratives	**0.1**	0.2
Résultat (perte) net provenant du Plan d'action pour le capital de risque	**(12.8)**	(2.7)

Trimestre terminé le 30 juin

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2017, Plan d'action pour le capital de risque (PACR) a enregistré une perte nette de 12,8 millions de dollars, comparativement à une perte nette de 2,7 millions de dollars pour le même trimestre l'an dernier. La variation nette de la moins-value latente sur les placements enregistrée à l'exercice 2017 a été influencée par la baisse de la juste valeur des fonds sous-jacents ainsi que par les frais associés à la clôture de deux fonds de fonds.

Les charges opérationnelles et administratives se sont chiffrées à 0,1 million de dollars, soit une légère baisse par rapport à la même période de l'exercice 2016.

État consolidé de la situation financière et tableau consolidé des flux de trésorerie

Au 30 juin 2016, le total des actifs de BDC se chiffrait à 23,4 milliards de dollars, soit une hausse de 0,5 milliard de dollars par rapport au 31 mars 2016, en raison principalement de l'accroissement des prêts et de la hausse des placements.

Le portefeuille de prêts de 20,2 milliards de dollars représente le principal actif de BDC (portefeuille brut de 20,8 milliards de dollars moins une provision cumulée pour pertes sur prêts de 0,6 milliard de dollars). Le portefeuille de prêts brut s'est accru de 2,5 % au cours du trimestre commençant après le 31 mars 2016.

En ce qui concerne les portefeuilles de placements de BDC, le portefeuille de placements de financement subordonné s'établit à 797,0 millions de dollars, comparativement à 751,4 millions de dollars au 31 mars 2016. Le portefeuille de capital de risque s'établit à 933,3 millions de dollars au 30 juin 2016, comparativement à 928,0 millions de dollars au 31 mars 2016. Le portefeuille du plan d'action pour le capital de risque s'établit à 193,4 millions de dollars, comparativement à 137,7 millions de dollars au 31 mars 2016.

Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) s'établit à 497,0 millions de dollars, comparativement à 509,8 millions de dollars au 31 mars 2016. La baisse de la valeur du portefeuille est attribuable aux remboursements nets sur les titres achetés dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI).

Les actifs dérivés de 34,5 millions de dollars et les passifs dérivés de 4,0 millions de dollars représentent la juste valeur des instruments financiers dérivés au 30 juin 2016. La juste valeur nette des instruments financiers dérivés a diminué de 17,1 millions de dollars par rapport à celle comptabilisée au 31 mars 2016, en raison principalement d'une baisse de la juste valeur ainsi que des positions arrivées à échéance et des rachats.

Au 30 juin 2016, BDC a comptabilisé un actif net au titre des prestations définies de 8,0 millions de dollars lié au régime de retraite agréé ainsi qu'un passif net au titre des prestations définies de 228,2 millions de dollars pour les autres régimes, ce qui représente un passif net total au titre des prestations définies de 220,2 millions de dollars. Il s'agit d'une augmentation de 56,2 millions de dollars par rapport au passif net total au titre des prestations définies au 31 mars 2016, qui est attribuable principalement aux pertes découlant des réévaluations enregistrées pendant le trimestre terminé le 30 juin 2016. Pour de plus amples renseignements sur les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies, se reporter à la page 9 du présent rapport.

BDC détient de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en conformité avec sa politique de gestion du risque de trésorerie. Les liquidités de BDC, qui lui permettent d'avoir les fonds nécessaires pour ses sorties de fonds, totalisaient 647,3 millions de dollars au 30 juin 2016, comparativement à 680,1 millions de dollars au 31 mars 2016. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2016, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement totalisaient 118,6 millions de dollars, principalement en raison des décaissements nets aux fins des placements de financement subordonné, de capital de risque et du plan d'action pour le capital de risque. Les activités de financement ont généré des flux de trésorerie de 454,5 millions de dollars, en raison essentiellement de l'émission de billets à court terme qui a été partiellement neutralisée par le remboursement de billets à long terme et le versement de dividendes. Quelque 368,6 millions de dollars ont été consacrés aux activités d'exploitation, ce qui s'explique principalement par la hausse du portefeuille de prêts.

Au 30 juin 2016, BDC finançait ses portefeuilles et ses liquidités au moyen d'emprunts de 17,7 milliards de dollars et des capitaux propres de 5,3 milliards de dollars au total. Les emprunts comprenaient 17,5 milliards de dollars de billets à court terme et 0,2 milliard de dollars de billets à long terme.

États financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière 17

État consolidé de la situation financière 18

État consolidé des résultats 19

État consolidé du résultat global 20

État consolidé des variations des capitaux propres 21

Tableau consolidé des flux de trésorerie 22

Notes afférentes aux états financiers consolidés 23

Note 1 Description générale de BDC 23
Note 2 Base d'établissement 23
Note 3 Principales méthodes comptables 25
Note 4 Modifications comptables futures 33
Note 5 Jugements, estimations et hypothèses comptables importants 34
Note 6 Classement et juste valeur des instruments financiers 36
Note 7 Titres adossés à des créances mobilières 39
Note 8 Prêts 39
Note 9 Placements de financement subordonné 41
Note 10 Placements de capital de risque 42
Note 11 Placements du plan d'action pour le capital de risque 43
Note 12 Capital social 43
Note 13 Informations sectorielles 44
Note 14 Garanties 46
Note 15 Engagements 46
Note 16 Transactions entre parties liées 48
Note 17 Chiffres comparatifs 49

Responsabilité de la direction relativement à l'information financière

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés trimestriels résumés conformément à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers consolidés trimestriels résumés exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers consolidés trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers consolidés trimestriels résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats opérationnels et des flux de trésorerie de la société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés.

Michael Denham
Président et chef de la direction

Paul Buron, CPA, CA
Vice-président exécutif et chef de la direction financière et de la gestion des risques

Montréal, Canada
26 juillet 2016

État consolidé de la situation financière

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Notes	30 juin 2016	31 mars 2016
ACTIFS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		**647 343**	680 093
Actifs dérivés		**34 467**	51 687
Prêts et placements			
Titres adossés à des créances mobilières	7	**496 997**	509 758
Prêts	8	**20 216 724**	19 717 706
Placements de financement subordonné	9	**797 040**	751 404
Placements de capital de risque	10	**933 332**	928 000
Placements du plan d'action pour le capital de risque	11	**193 350**	137 668
Total des prêts et placements		**22 637 443**	22 044 536
Immobilisations corporelles		**22 513**	22 849
Immobilisations incorporelles		**35 929**	38 446
Actif net au titre des prestations définies		**8 025**	53 995
Autres actifs		**20 582**	14 297
Total des actifs		**23 406 302**	22 905 903
PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES			
Passifs			
Créditeurs et frais courus		**107 421**	96 966
Passifs dérivés		**3 954**	4 077
Emprunts			
Billets à court terme		**17 482 026**	16 848 041
Billets à long terme		**231 137**	350 268
Total des emprunts		**17 713 163**	17 198 309
Passif net au titre des prestations définies		**228 199**	217 996
Autres passifs		**42 772**	39 036
Total des passifs		**18 095 509**	17 556 384
Capitaux propres			
Capital social	12	**2 288 400**	2 288 400
Surplus d'apport		**27 778**	27 778
Bénéfices non distribués		**2 967 970**	3 003 483
Cumul des autres éléments du résultat global		**2 553**	3 812
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC		**5 286 701**	5 323 473
Participations ne donnant pas le contrôle		**24 092**	26 046
Total des capitaux propres		**5 310 793**	5 349 519
Total du passif et des capitaux propres		**23 406 302**	22 905 903

Garanties (note 14)

Engagements (note 15)

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des résultats

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin 2016	2015
Produits d'intérêts	**278 367**	271 200
Charges d'intérêts	**19 466**	23 194
Produits d'intérêts nets	**258 901**	248 006
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	**(3 935)**	2 879
Produits de consultation	**4 292**	3 554
Frais et autres produits	**12 752**	9 474
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	**2 037**	399
Produits nets	**274 047**	264 312
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	**(37 813)**	(28 159)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(17 544)**	48 178
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	**(1 081)**	(1 451)
Profits (pertes) nets latents sur autres instruments financiers	**(2 336)**	1 086
Résultat avant charges opérationnelles et administratives	**215 273**	283 966
Salaires et avantages du personnel	**86 320**	81 249
Locaux et équipement	**10 150**	9 490
Autres charges	**26 435**	22 217
Charges opérationnelles et administratives	**122 905**	112 956
Résultat net	**92 368**	171 010
Résultat net attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**93 902**	170 358
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**(1 534)**	652
Résultat net	**92 368**	171 010

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés et la note 13 fournit des informations complémentaires sur le résultat net sectoriel.

État consolidé du résultat global

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin 2016	2015
Résultat net	**92 368**	171 010
Autres éléments du résultat global		
Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net		
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente	**(1 046)**	(394)
Profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	**(166)**	(1 048)
Reclassement au résultat net des pertes (profits) sur les couvertures des flux de trésorerie	**(47)**	(44)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie	**(213)**	(1 092)
Total des éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net	**(1 259)**	(1 486)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net		
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies	**(60 766)**	73 385
Autres éléments du résultat global	**(62 025)**	71 899
Résultat global total	**30 343**	242 909
Résultat global total attribuable :		
À l'actionnaire de BDC	**31 877**	242 257
Aux participations ne donnant pas le contrôle	**(1 534)**	652
Résultat global total	**30 343**	242 909

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

Pour le trimestre terminé le 30 juin
(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2016	**2 288 400**	**27 778**	**3 003 483**	**957**	**2 855**	**3 812**	**5 323 473**	**26 046**	**5 349 519**
Résultat global total									
Résultat net			93 902				93 902	(1 534)	92 368
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente				(1 046)		(1 046)	(1 046)		(1 046)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(213)	(213)	(213)		(213)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			(60 766)				(60 766)		(60 766)
Autres éléments du résultat global	-	-	(60 766)	(1 046)	(213)	(1 259)	(62 025)	-	(62 025)
Résultat global total	-	-	33 136	(1 046)	(213)	(1 259)	31 877	(1 534)	30 343
Dividendes sur les actions ordinaires			(68 649)				(68 649)		(68 649)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(940)	(940)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								520	520
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	-	-	(68 649)	-	-	-	(68 649)	(420)	(69 069)
Solde au 30 juin 2016	**2 288 400**	**27 778**	**2 967 970**	**(89)**	**2 642**	**2 553**	**5 286 701**	**24 092**	**5 310 793**

(en milliers de dollars canadiens)	Capital social	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global			Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
				Actifs disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Total			
Solde au 31 mars 2015	2 138 400	27 778	2 570 454	3 947	3 987	7 934	4 744 566	34 554	4 779 120
Résultat global total									
Résultat net			170 358				170 358	652	171 010
Autres éléments du résultat global									
Variation nette des profits (pertes) latents sur les actifs disponibles à la vente				(394)		(394)	(394)		(394)
Variation nette des profits (pertes) latents sur les couvertures des flux de trésorerie					(1 092)	(1 092)	(1 092)		(1 092)
Réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies			73 385				73 385		73 385
Autres éléments du résultat global	-	-	73 385	(394)	(1 092)	(1 486)	71 899	-	71 899
Résultat global total	-	-	243 743	(394)	(1 092)	(1 486)	242 257	652	242 909
Émission d'actions	150 000						150 000		150 000
Dividendes sur les actions ordinaires			(62 888)				(62 888)		(62 888)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle								(3 783)	(3 783)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle								732	732
Transactions avec le propriétaire, comptabilisées directement en capitaux propres	150 000	-	(62 888)	-	-	-	87 112	(3 051)	84 061
Solde au 30 juin 2015	2 288 400	27 778	2 751 309	3 553	2 895	6 448	5 073 935	32 155	5 106 090

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Tableau consolidé des flux de trésorerie

(non audité)

(en milliers de dollars canadiens)	Trimestre terminé le 30 juin 2016	2015
Activités opérationnelles		
Résultat net	**92 368**	171 010
Ajustements en vue de déterminer les flux de trésorerie nets		
Produits d'intérêts	**(278 367)**	(271 200)
Charges d'intérêts	**19 466**	23 194
Pertes (profits) nets réalisés sur les placements	**3 935**	(2 879)
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	**37 813**	28 159
Variation nette de la moins(plus)-value latente sur les placements	**17 544**	(48 178)
Pertes (profits) de change nets latents sur les placements	**1 081**	1 451
Pertes (profits) nets latents sur autres instruments financiers	**2 336**	(1 086)
Capitalisation des prestations définies supérieure au montant passé en charges	**(4 593)**	(3 751)
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	**3 945**	4 389
Autres	**(5 576)**	2 332
Charges d'intérêts payées	**(18 204)**	(20 156)
Produits d'intérêts reçus	**272 417**	265 643
Décaissements sur les prêts	**(1 394 892)**	(1 033 898)
Remboursements sur les prêts	**874 212**	819 058
Variation des actifs et des passifs opérationnels		
Variation nette des créditeurs et frais courus	**10 455**	9 299
Variation nette des autres actifs et autres passifs	**(2 549)**	(7 719)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	**(368 609)**	(64 332)
Activités d'investissement		
Décaissements sur les titres adossés à des créances mobilières	**(46 206)**	(79 462)
Remboursements et produits de la vente sur les titres adossés à des créances mobilières	**57 908**	52 312
Décaissements sur les placements de financement subordonné	**(76 239)**	(54 737)
Remboursements sur les placements de financement subordonné	**27 152**	33 268
Décaissements sur les placements de capital de risque	**(45 724)**	(53 672)
Produits de la vente de placements de capital de risque	**34 010**	25 026
Décaissements sur les placements du plan d'action pour le capital de risque	**(68 455)**	(19 992)
Produits de la vente de placements du plan d'action pour le capital de risque	**54**	-
Acquisition d'immobilisations corporelles	**(1 092)**	(1 789)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'investissement	**(118 592)**	(99 046)
Activités de financement		
Variation nette des billets à court terme	**634 069**	89 000
Remboursements de billets à long terme	**(110 549)**	(26 898)
Distributions aux participations ne donnant pas le contrôle	**(940)**	(3 783)
Injections de capitaux provenant de participations ne donnant pas le contrôle	**520**	732
Émission d'actions ordinaires	**-**	150 000
Dividendes versés sur les actions ordinaires	**(68 649)**	(62 888)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	**454 451**	146 163
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	**(32 750)**	(17 215)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice	**680 093**	667 084
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice	**647 343**	649 869

Les notes complémentaires font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés

(non audités, en milliers de dollars canadiens)

1.

Description générale de BDC

La Banque de développement du Canada est une société d'État créée par une loi du Parlement le 20 décembre 1974, sous la dénomination de Banque fédérale de développement, et a été maintenue sous sa dénomination actuelle par une loi du Parlement adoptée le 13 juillet 1995. La Banque de développement du Canada est constituée en société au Canada et appartient entièrement au gouvernement du Canada.

Les objectifs de la Banque de développement du Canada et de ses filiales (collectivement, BDC) sont de promouvoir et de faciliter l'implantation et l'expansion d'entreprises commerciales au Canada, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises, en leur fournissant un éventail de prêts, d'investissements et de services de consultation complémentaires. BDC offre aux entreprises canadiennes des services sur mesure qui permettent de répondre à leurs besoins courants, tout en obtenant un rendement approprié sur ses capitaux propres qui servent à l'avancement de ses activités. BDC ne reçoit aucun crédit parlementaire du gouvernement du Canada.

2.

Base d'établissement

Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC sont conformes à la Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État, comme l'exige la *Loi sur la gestion des finances publiques*, et telle qu'elle est publiée par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés ont été établis en utilisant les Normes internationales d'information financière (IFRS) et ont été approuvés pour publication le 26 juillet 2016 par le conseil d'administration.

Base de présentation et d'évaluation

Les états financiers consolidés trimestriels résumés ont été préparés selon la méthode du coût historique, sauf pour :

- → les actifs financiers disponibles à la vente, les actifs et passifs financiers détenus à la juste valeur par le biais du résultat net et les instruments financiers dérivés, qui ont été évalués à la juste valeur; et
- → le passif ou l'actif net au titre des prestations définies relatif aux avantages postérieurs à l'emploi, qui a été comptabilisé comme la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies moins la juste valeur des actifs des régimes.

Les présents états financiers consolidés trimestriels résumés sont présentés en dollars canadiens, le dollar canadien étant la monnaie fonctionnelle de BDC et de ses filiales. Sauf indication contraire, les chiffres dans les états financiers consolidés sont présentés en milliers de dollars canadiens.

Principes de consolidation

BDC mène ses activités par l'intermédiaire de plusieurs entités, y compris une filiale en propriété exclusive et plusieurs fonds d'investissement et autres entités qui sont considérées comme des filiales aux fins de la présentation de l'information financière.

Les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC comprennent les états financiers de la société mère et les états financiers consolidés des filiales mentionnées précédemment au 30 juin 2016 et au 31 mars 2016. Les états financiers des filiales sont établis selon des méthodes uniformes de comptabilisation et d'évaluation pour des transactions similaires.

Filiales

Aux fins de la présentation de l'information financière, les filiales sont définies comme des entités contrôlées par BDC. BDC contrôle une entité lorsqu'elle a une exposition, ou le droit, à des rendements variables en raison de ses liens avec l'entité et qu'elle a la capacité d'exercer un pouvoir sur l'entité de manière à influer sur ces rendements. On présume qu'il y a contrôle lorsque BDC détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote. L'existence et l'effet des droits de vote potentiels sont considérés lorsqu'on évalue si BDC contrôle une autre entité.

Dans les cas où BDC ne détient pas la majorité des droits de vote, une analyse plus approfondie est effectuée pour déterminer si BDC a ou non le contrôle de l'entité. BDC est réputée avoir le contrôle lorsque, aux termes des conventions entre actionnaires ou des conventions de sociétés en commandite, elle prend la plupart des décisions qui ont une incidence sur les activités pertinentes.

Les filiales sont entièrement consolidées à compter de la date où le contrôle commence jusqu'à la date où le contrôle n'est plus exercé. Aucune filiale n'a été acquise ou cédée pendant les périodes de présentation de l'information financière. Toutes les transactions et tous les soldes intersociétés ont été éliminés lors de la consolidation.

Les entités suivantes ont été consolidées dans les états financiers consolidés trimestriels résumés de BDC.

Entité	Principale activité	Pays de constitution en société et de résidence	Proportion de la participation et des droits de vote détenus	Base du contrôle
BDC Capital Inc.	Structure de société de portefeuille pour des activités d'investissement	Canada	100 %	Droits de vote
Fonds d'investissement AlterInvest Inc.	Investissements de financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Fonds AlterInvest, s.e.c.	Investissements de financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Fonds AlterInvest II, s.e.c.	Investissements de financement subordonné	Canada	50 %	Droits de vote et accords contractuels
Go Capital, s.e.c.	Investissements de capital de risque	Canada	20 %	Droits de vote et accords contractuels

Go Capital, s.e.c.

Même si BDC détient moins de la moitié de Go Capital, s.e.c. et moins de la moitié des droits de vote, la direction a déterminé, selon les termes de la convention en vertu de laquelle Go Capital, s.e.c. a été établie, que BDC contrôle cette entité. À titre de commandité, BDC a actuellement la capacité de diriger les activités pertinentes de Go Capital, s.e.c. et le pouvoir d'influer sur les rendements variables auxquels elle est exposée.

L'exercice de Go Capital, s.e.c. se termine le 31 décembre, tel que convenu par les associés au moment où cette entité a été établie. Par conséquent, de l'information financière supplémentaire concernant cette entité est préparée pour la période intermédiaire aux fins de la consolidation.

Fonds AlterInvest II, s.e.c.

Au cours de l'exercice 2014, Fonds AlterInvest, s.e.c. et Fonds d'investissement AlterInvest Inc. ont atteint le terme prévu de leurs activités et ont commencé à liquider leurs investissements. Les investissements qui n'ont pas été remboursés par leurs clients respectifs ont été transférés à Fonds AlterInvest II, s.e.c. Comme chaque associé détient des participations égales dans les fonds pris dans leur ensemble, leurs participations dans Fonds Alterinvest II, s.e.c. n'ont pas été modifiées par suite de ces transactions. Au cours de l'exercice 2015, tous les investissements ont été entièrement liquidés, et ces entités seront dissoutes.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations dans des filiales non attribuables à la société mère sont comptabilisées dans les capitaux propres consolidés à titre de participations ne donnant pas le contrôle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à l'actionnaire de BDC et aux participations ne donnant pas le contrôle en fonction de leur participation respective, même si cela se traduit par un solde déficitaire pour elles.

Entreprises associées

Les entreprises associées sont des entités sur lesquelles BDC exerce une influence notable, mais pas un contrôle, sur les politiques financières et opérationnelles. Les placements de financement subordonné et de capital de risque dans des entreprises associées qui sont détenus dans le portefeuille de placements de BDC par BDC Capital Inc. sont évalués à la juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière. Ce traitement est permis par la norme comptable internationale IAS 28, *Participations dans des entreprises associées*, qui permet à une organisation ayant une participation dans une entreprise associée détenue par un organisme de capital-risque ou une entité similaire de choisir d'évaluer cette participation à la juste valeur par le biais du résultat net conformément à l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*.

3.
Principales méthodes comptables

Les principales méthodes comptables utilisées dans l'établissement des présents états financiers consolidés trimestriels résumés sont décrites ci-après. Ces méthodes ont été appliquées de façon uniforme à toutes les périodes présentées dans ces états financiers consolidés trimestriels résumés, de même qu'à toutes les entités consolidées par BDC.

Instruments financiers

Comptabilisation et évaluation des instruments financiers

Les actifs et passifs financiers sont comptabilisés lorsque BDC devient partie aux dispositions contractuelles d'un instrument financier.

Un actif financier est décomptabilisé lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque l'actif financier ainsi que tous les risques et avantages importants connexes sont transférés. Un passif financier est décomptabilisé lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, qu'elle est annulée ou qu'elle arrive à expiration.

Les instruments financiers sont comptabilisés et décomptabilisés selon la méthode de comptabilisation à la date de règlement.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments financiers sont évalués à la juste valeur. La juste valeur lors de la comptabilisation initiale comprend les coûts de transaction attribuables directement à l'acquisition ou à l'émission des instruments financiers, sauf dans le cas des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net, pour lesquels les coûts de transaction sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats de la période au cours de laquelle ils sont engagés.

Au cours des périodes ultérieures, les instruments financiers sont évalués selon le classement de l'instrument financier, soit à la juste valeur ou au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs estimés sur la durée de vie prévue de l'actif ou du passif financier de manière à obtenir sa valeur comptable. Pour calculer le taux d'intérêt effectif, BDC estime les flux de trésorerie futurs en prenant en considération toutes les modalités contractuelles de l'instrument financier.

Classement des instruments financiers

Juste valeur par le biais du résultat net

Les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les instruments financiers qui sont i) classés comme étant détenus à des fins de transaction, ou ii) désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net lors de la comptabilisation initiale s'ils répondent à certaines conditions.

Instruments financiers classés comme étant détenus à des fins de transaction

Un instrument financier est classé comme étant détenu à des fins de transaction :

- s'il est acquis ou contracté principalement en vue d'être vendu ou racheté dans un proche avenir; ou
- si, lors de la comptabilisation initiale, il fait partie d'un portefeuille d'instruments financiers identifiés qui sont gérés ensemble et qui présentent des indications d'un profil récent de prise de bénéfices à court terme.

Les instruments financiers dérivés sont également classés comme étant détenus à des fins de transaction, sauf s'ils ont été désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net

Un instrument financier peut être désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans les situations suivantes :

- les actifs ou passifs sont gérés et évalués sur la base de leur juste valeur et les informations à leur égard sont fournies à l'interne sur cette base;
- la désignation élimine ou réduit significativement la non-concordance comptable qui, autrement, surviendrait; ou

- l'actif ou le passif comprend un dérivé incorporé qui est séparable et qui modifie significativement les flux de trésorerie qui, autrement, seraient imposés par le contrat.

Une description de la base de chaque désignation est fournie à la section sur les principaux types d'instruments financiers de la présente note.

Subséquemment à la comptabilisation initiale, les instruments financiers classés ou désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net sont évalués à la juste valeur, et la variation des profits ou pertes latents est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats en tant que :

- variation nette de la plus ou moins-value latente sur les placements ou en tant que profits ou pertes de change nets latents sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières, aux placements de financement subordonné, de capital de risque et du plan d'action pour le capital de risque; ou
- profits ou pertes nets latents sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés et aux emprunts.

Les profits et les pertes découlant de la vente, de la cession ou de la radiation de ces instruments financiers sont inclus directement dans l'état consolidé des résultats et comptabilisés aux postes suivants :

- en profits ou pertes nets réalisés sur les placements lorsqu'ils se rapportent aux titres adossés à des créances mobilières et aux placements de financement subordonné, de capital de risque et du plan d'action pour le capital de risque; ou
- en profits ou pertes nets réalisés sur autres instruments financiers lorsqu'ils se rapportent aux dérivés et aux emprunts.

Actifs financiers disponibles à la vente

Les placements disponibles à la vente sont des actifs financiers non dérivés qui :

- sont détenus avec l'intention d'être conservés pour une période indéfinie et peuvent être vendus à des fins de liquidités ou à la suite de fluctuations des taux d'intérêt, des taux de change ou du cours des actions; et
- ne sont pas classés comme prêts et créances, comme placements détenus jusqu'à leur échéance ni comme actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net.

Subséquemment à la comptabilisation initiale, les actifs financiers disponibles à la vente sont évalués à la juste valeur, et les profits ou pertes latents sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce que l'actif soit décomptabilisé, à l'exception des pertes de valeur, qui sont enregistrées à l'état consolidé des résultats dans la période où l'on détecte une indication objective de dépréciation.

À la cession d'actifs disponibles à la vente, le cumul des ajustements de la juste valeur comptabilisé dans les autres éléments du résultat global est reclassé dans l'état consolidé des résultats à titre de profits ou pertes nets réalisés sur les placements.

Couvertures des flux de trésorerie

BDC désigne certains dérivés détenus à des fins de gestion des risques comme instruments de couverture de flux de trésorerie. BDC documente toutes les relations de couverture, ainsi que les objectifs de sa gestion des risques et la stratégie liée aux opérations de couverture. La Banque détermine si les instruments dérivés employés dans les opérations de couverture sont hautement efficaces pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts, tant à la mise en place que pendant la durée de la couverture.

Subséquemment à la comptabilisation initiale, les dérivés désignés comme instruments de couverture des flux de trésorerie sont évalués à la juste valeur. La partie des variations de la juste valeur de ces dérivés qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et le cumul des autres

éléments du résultat global, tandis que la partie inefficace des variations est comptabilisée dans l'état consolidé des résultats comme des profits ou pertes nets latents sur autres instruments financiers. Les montants inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global sont reclassés à l'état consolidé des résultats dans les périodes où les éléments couverts influent sur le résultat net. Ils sont comptabilisés dans les postes des états financiers associés à l'élément couvert connexe.

Lorsque ces instruments de couverture arrivent à échéance, sont vendus ou ne satisfont plus aux critères de comptabilité de couverture, les profits ou pertes latents comptabilisés antérieurement dans les autres éléments du résultat global sont reclassés dans l'état consolidé des résultats comme des profits ou pertes nets réalisés sur autres instruments financiers au cours des périodes où la variation des flux de trésorerie de l'élément couvert influe sur le résultat net. Toutefois, si on s'attend à ce qu'une transaction prévue ne se produise plus, le profit ou la perte cumulé qui était présenté en capitaux propres est immédiatement reclassé en profits ou pertes nets réalisés sur autres instruments financiers dans l'état consolidé des résultats.

Prêts et créances
Les prêts et créances sont des actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Subséquemment à la comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Passifs financiers évalués au coût amorti
Les passifs financiers qui ne sont pas comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net tombent dans la catégorie des passifs financiers et sont par la suite évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Principaux types d'instruments financiers

Équivalents de trésorerie
Les équivalents de trésorerie comprennent les billets bancaires à court terme dont l'échéance est de moins de trois mois à la date initiale d'acquisition et qui sont utilisés pour gérer le risque de liquidité.

Les équivalents de trésorerie ont été classés comme prêts et créances.

Titres adossés à des créances mobilières
Le portefeuille de titres adossés à des créances mobilières (TACM) est composé de billets de qualité, de premier rang ou subordonnés, émis par voie de placement privé.

Les TACM de qualité de premier rang sont classés comme actifs disponibles à la vente, et les billets TACM subordonnés sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net dans la mesure où ils font l'objet de rapports à la direction et sont évalués par celle-ci sur la base de la juste valeur. Les TACM présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

La juste valeur des TACM est calculée au moyen des flux de trésorerie prévus et d'une courbe de taux de rendement estimative découlant de la courbe des taux de rendement relatifs aux titres émis par le gouvernement canadien et de l'écart de taux des TACM pour des transactions comparables. Le résultat est ajusté en fonction du risque lié aux actifs sous-jacents et de la structure de la transaction.

Dépréciation des titres adossés à des créances mobilières
À chaque date de présentation de l'information financière, BDC examine les TACM classés comme disponibles à la vente pour repérer les possibles pertes de valeur ou renversements de pertes de valeur comptabilisées antérieurement. BDC détermine que des TACM se sont dépréciés s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou de plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale de l'actif et si cet (ou ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ou ont) un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés de l'actif financier ou du groupe d'actifs financiers,

qui peut être estimé de façon fiable. Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer si une perte de valeur s'est produite, se reporter à la note 5, *Jugements, estimations et hypothèses comptables importants*.

Les pertes de valeur et les renversements de pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats durant la période où l'indication objective de la dépréciation est constatée.

Prêts

Les prêts sont classés comme prêts et créances. Ils sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif moins la provision cumulée pour pertes sur prêts. Les prêts présentés dans l'état consolidé de la situation financière incluent les intérêts courus à recevoir.

Provision cumulée pour pertes sur prêts

La provision cumulée pour pertes sur prêts est maintenue à un niveau jugé adéquat pour absorber les pertes sur prêts qui existent dans le portefeuille à la date de présentation de l'information financière. Les provisions cumulées pour pertes sur prêts sont établies individuellement et collectivement.

BDC examine son portefeuille de prêts afin d'évaluer, pour chacun des actifs pris individuellement, le risque de crédit et détermine s'il existe une indication objective de dépréciation pour laquelle il faudrait comptabiliser une perte dans l'état consolidé des résultats. Pour BDC, il y a indication objective de dépréciation lorsque le remboursement de l'intérêt ou du capital du prêt est en retard depuis au moins trois mois consécutifs ou s'il y a une raison de croire qu'une partie du capital ou de l'intérêt ne pourra être recouvrée.

Lorsqu'un prêt est jugé douteux, la constatation de l'intérêt couru cesse et la valeur comptable du prêt est ramenée à la valeur actualisée de ses flux de trésorerie futurs estimés actualisés i) au taux d'intérêt effectif initial du prêt pour les prêts à taux fixe ou ii) au taux en vigueur au moment de la dépréciation pour les prêts à taux flottant. Lorsque le montant des flux de trésorerie ne peut être déterminé de manière raisonnable, la juste valeur estimative de tout bien donné en garantie est utilisée, que la saisie soit probable ou non.

Les valeurs comptables des prêts douteux sont d'abord diminuées par le biais du compte de provision cumulée. Les prêts sont ensuite radiés quand tous les efforts de recouvrement ont été épuisés et qu'il n'existe plus de probabilités de recouvrement. Les montants des pertes de valeur initiales ainsi que toute augmentation ou tout renversement ultérieur de ces pertes de valeur sont comptabilisés dans l'état consolidé des résultats à titre de dotation à la provision pour pertes sur prêts.

Les prêts pour lesquels une provision individuelle cumulée n'a pas été établie sont ensuite inclus dans des groupes d'actifs aux caractéristiques de risque de crédit similaires et évalués collectivement afin de relever toute dépréciation survenue mais non encore identifiée.

Pour de plus amples renseignements sur les critères utilisés pour déterminer le montant de la provision cumulée, se reporter à la note 5, Jugements, estimations et hypothèses comptables importants.

Placements de financement subordonné, de capital de risque et du plan d'action pour le capital de risque

Lors de la comptabilisation initiale, les placements de financement subordonné, de capital de risque et du plan d'action pour le capital de risque (PACR) sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net étant donné qu'ils font partie d'un portefeuille qui fait l'objet de rapports à la direction et qui est évalué par celle-ci sur la base de la juste valeur, conformément à une stratégie documentée de gestion des risques et d'investissement.

Le processus de BDC pour l'évaluation de la juste valeur des placements de financement subordonné, de capital de risque et du PACR s'inspire de directives internationales intitulées « International Private Equity and Venture Capital Valuation Guidelines ». Selon le type de placements qu'elle évalue, BDC utilise soit i) des méthodologies d'évaluation fondées sur le marché, comme le cours du marché ou le prix de placements similaires et récents, soit ii) la méthode fondée sur le bénéfice ou les flux de trésorerie actualisés, ou iii) la méthode de la liquidation ou la méthode reposant sur

l'actif. Ces justes valeurs sont mises à jour au moins deux fois par an par des évaluateurs internes, puis sont revues par un comité de révision des évaluations, dont un membre externe est expert en évaluation d'entreprise. Le PACR comprend des opérations de fonds de fonds qui permettent à certains autres commanditaires de recevoir un rendement préférentiel sur le coût initial de leur investissement, des appels de fonds ultérieurs et une préférence dans les distributions. L'incidence de ces modalités est prise en compte dans le calcul de la juste valeur par l'application d'un ajustement à la valeur liquidative attribuée à chaque fonds.

Emprunts

Les billets à court terme sont évalués au coût amorti.

BDC a deux types de billets à long terme : les billets non structurés et les billets structurés. Les billets à long terme non structurés sont comptabilisés au coût amorti. Les billets structurés sont ceux dont l'intérêt et/ou le capital sont liés aux fluctuations des taux de change, des taux de swap et d'autres références des marchés. Ces billets structurés ont été désignés comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net, car ils comprennent des dérivés incorporés qui, autrement, devraient être séparés, puisqu'ils modifient significativement les flux de trésorerie imposés en vertu du contrat d'emprunt hôte.

La juste valeur des billets structurés est déterminée en utilisant des données de marché observables ainsi que des techniques d'évaluation éprouvées. Les données de marché observables proviennent de courtiers intermédiaires reconnus et comprennent les taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que d'autres références des marchés.

Les intérêts courus sur emprunts sont inclus dans la valeur comptable des billets à court et à long terme.

Dérivés

Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est dérivée des variations sous-jacentes des taux d'intérêt, des taux de change, des indices boursiers ou d'autres mesures des instruments financiers. BDC acquiert des instruments financiers dérivés afin de gérer le risque de taux d'intérêt, de change et les autres risques de marché. BDC ne détient pas de dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Les dérivés sont soit désignés comme des couvertures des flux de trésorerie, soit classés comme étant détenus à des fins de transaction.

Tous les dérivés de BDC proviennent du marché hors bourse et comprennent principalement les swaps et les contrats de change à terme de gré à gré. La juste valeur des swaps est déterminée à l'aide de modèles de prix qui tiennent compte des prix du marché et des prix contractuels actuels de l'instrument sous-jacent, ainsi que de la valeur temps, de la courbe des rendements ou de facteurs de volatilité sous-jacents à la position et des options intégrées. La juste valeur des contrats de change à terme de gré à gré est calculée en actualisant le montant notionnel à l'aide des courbes de rendement des devises respectives. Pour ces deux calculs, on utilise des données de marché observables provenant de courtiers intermédiaires reconnus ainsi que des modèles d'évaluation standards dans l'industrie.

Les dérivés incorporés qui ne sont pas étroitement liés au contrat hôte doivent être séparés et classés comme étant des instruments financiers détenus à des fins de transaction, à moins que l'instrument hybride soit désigné comme étant à la juste valeur par le biais du résultat net. Au 30 juin 2016 et au 31 mars 2016, BDC ne détenait aucun dérivé incorporé devant être séparé du contrat hôte.

Produits d'intérêts, charges d'intérêts et autres produits

Les produits et charges d'intérêts liés aux instruments financiers portant intérêt sont comptabilisés comme tels dans l'état consolidé des résultats selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des placements de financement subordonné, pour lesquels les intérêts sont comptabilisés selon le taux contractuel de l'instrument. Les intérêts sur les prêts douteux sont déterminés à partir de la valeur nette comptable de ces prêts en appliquant le taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie futurs en vue d'évaluer la perte de valeur.

Les placements de financement subordonné donnent lieu également à des rendements qui ne sont pas des intérêts, comme les redevances et les bonis d'intérêt, qui sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats lorsqu'il est probable qu'ils soient reçus et que les montants peuvent être évalués de façon fiable.

Les frais qui font partie intégrante de l'octroi ou de la renégociation d'un prêt sont différés et comptabilisés comme produits d'intérêts sur la durée de vie prévue du prêt, selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Tous les autres frais sont comptabilisés en résultat net à mesure que les services afférents sont fournis.

Les primes et les escomptes sur les emprunts sont amortis dans les charges d'intérêts sur la durée de l'obligation selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Produits de consultation

Services-conseils fournit des services de consultation aux entrepreneurs. Les produits de consultation sont comptabilisés comme tels au moment de la prestation des services.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur, le cas échéant.

Le coût d'une immobilisation corporelle comprend son prix d'achat et toutes les dépenses directement attribuables à sa préparation afin de l'amener à l'endroit et de la mettre dans l'état nécessaire pour permettre une exploitation de la manière prévue par la direction.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

	Durée de vie utile estimative	Présentés dans l'état consolidé des résultats sous
Matériel informatique et de télécommunications	4 ans	Autres charges
Mobilier, agencements et équipement	10 ans	Locaux et équipement
Améliorations locatives	Durée du bail	Locaux et équipement

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement les systèmes et les applications logicielles, dont le coût inclut le prix d'achat plus tous les coûts engagés pour les préparer à leur utilisation interne prévue. Les immobilisations incorporelles ont une durée de vie déterminée et sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur leur durée d'utilité économique estimée, qui est comprise entre trois et sept ans. Les coûts liés aux projets en cours ne sont pas soumis à l'amortissement tant que l'immobilisation incorporelle concernée n'est pas prête à être utilisée. La charge d'amortissement est incluse dans les autres charges dans le compte consolidé du résultat.

Les valeurs résiduelles, les méthodes d'amortissement et les durées de vie utile des immobilisations corporelles et incorporelles sont revues au moins à chaque date de présentation de l'information financière et ajustées, si nécessaire.

Ces actifs font également l'objet d'un test de dépréciation si des événements ou des changements de circonstances indiquent que leur valeur comptable risque de ne pas être recouvrable. Qu'il y ait un indice de dépréciation ou non, un test de dépréciation annuel est effectué pour les projets en cours liés à des immobilisations incorporelles. Si les tests de dépréciation indiquent que la valeur comptable d'un actif (ou d'un groupe d'actifs) est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, la valeur comptable de l'actif doit être ramenée immédiatement à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de la vente et sa valeur d'utilité.

Actif ou passif net au titre des prestations définies

BDC offre aux employés admissibles un régime de retraite agréé à prestations définies, des régimes de retraite complémentaires à prestations définies et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi (notamment sous la forme d'assurance maladie, d'assurance dentaire, d'assurance maladies graves et d'assurance vie).

L'actif ou le passif net au titre des prestations définies correspond à la différence entre la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies et la juste valeur des actifs du régime.

L'obligation au titre des prestations définies de BDC pour les régimes de retraite est calculée séparément pour chaque régime en estimant le montant des avantages postérieurs à l'emploi accumulés par les employés en échange de leurs services rendus au cours de la période actuelle et des périodes antérieures.

L'obligation au titre des prestations définies est calculée pour chaque régime en utilisant la méthode des unités de crédit projetées. Pour déterminer la valeur actualisée de son obligation au titre des prestations définies et les coûts connexes des services rendus au cours de la période et des services passés, BDC affecte les droits aux prestations aux périodes de service selon la formule de calcul des prestations établie par le régime. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en actualisant les sorties de trésorerie futures estimées à l'aide des taux d'intérêt des obligations de sociétés et des obligations provinciales de première catégorie qui ont des échéances similaires à celle de l'obligation.

BDC détermine les charges ou produits d'intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies pour la période en appliquant le taux d'actualisation utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies au début de la période de présentation de l'information financière annuelle à l'obligation au titre des prestations définies et aux actifs des régimes. Quand les avantages d'un régime sont modifiés, ou quand un régime fait l'objet d'une réduction, la portion des avantages modifiés associée aux services passés des employés ou le gain ou la perte lié à la réduction est comptabilisé immédiatement dans le résultat net au moment de la modification ou de la réduction du régime.

Les réévaluations, qui comprennent des gains ou pertes actuariels, ainsi que les différences entre le rendement des actifs du régime et les produits d'intérêts des actifs du régime sont comptabilisées immédiatement dans les autres éléments du résultat global. Les réévaluations comptabilisées dans les autres éléments du résultat global sont reflétées immédiatement dans les bénéfices non distribués et ne sont pas reclassées au résultat net. Les coûts des services rendus au cours de la période, les coûts des services passés, le gain ou la perte lié à la réduction du régime et les intérêts nets sur l'actif ou le passif net au titre des prestations définies sont comptabilisés en résultat net.

Capitaux propres attribuables à l'actionnaire de BDC

Le capital social représente la valeur nominale des actions ordinaires émises et en circulation. Le surplus d'apport représente la valeur des actifs transférés à BDC par l'actionnaire sans émission d'actions.

Les profits et les pertes latents sur les instruments financiers classés comme étant des actifs disponibles à la vente sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à leur décomptabilisation ou leur dépréciation. À ce moment, ces profits ou pertes sont reclassés au résultat net. Les profits et les pertes latents sur les instruments financiers dérivés désignés comme des instruments de couverture sont inclus dans le cumul des autres éléments du résultat global jusqu'à ce que les flux de trésorerie prévus couverts soient reclassés au résultat net.

Les bénéfices non distribués représentent le bénéfice net et les réévaluations de l'actif ou du passif net au titre des prestations définies de la période considérée et de toutes les périodes antérieures, diminués des dividendes payés.

Conversion des devises

Les actifs et les passifs libellés en devises, qui sont tous monétaires, sont convertis en dollars canadiens aux taux de change en vigueur à la date de présentation de l'information financière. Les produits et les charges libellés en devises sont pour leur part convertis en dollars canadiens selon le taux de change en vigueur à la date de chaque transaction. Les profits et les pertes de change sont comptabilisés en résultat net.

Informations sectorielles

Les secteurs d'activité de BDC, qui sont basés sur la nature des produits et services, sont les suivants : Financement, Capital de croissance et transfert d'entreprise, Capital de risque, Services-conseils, Titrisation et Plan d'action pour le capital de risque.

Ces secteurs d'activité sont présentés conformément à la manière dont BDC présente et communique des informations qui sont revues régulièrement par l'équipe de direction et le conseil d'administration afin d'évaluer les résultats.

Toutes les transactions entre les secteurs sont comptabilisées comme des transactions intervenant dans des conditions de concurrence normale. Les produits et les charges associés directement à chaque secteur sont inclus dans la détermination de leurs résultats respectifs.

4.

Modifications comptables futures

À la date d'autorisation des présents états financiers, certaines nouvelles normes et certaines modifications et interprétations aux normes existantes avaient été publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB), mais n'étaient pas encore en vigueur et n'avaient pas fait l'objet d'une application anticipée par BDC. Ces normes incluent l'IFRS 9, *Instruments financiers*, et l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, ainsi que l'IFRS 16, Contrats de location décrites ci-après. D'autres nouvelles normes et interprétations ont été publiées, mais ne devraient pas avoir une incidence importante sur les états financiers de BDC.

IFRS 9, *Instruments financiers*

Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive de la norme IFRS 9, *Instruments financiers*, qui intègre les trois phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer la norme IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*, et toutes les versions antérieures de l'IFRS 9. Cette version définitive présente de nouvelles exigences pour le classement et l'évaluation des actifs financiers, la comptabilisation des passifs financiers et la comptabilité de couverture générale ainsi qu'un nouveau modèle de dépréciation fondé sur les pertes attendues. L'IASB continue de travailler à son projet de comptabilité de macro-couverture. La norme IFRS 9 prend effet pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018 et doit être appliquée de manière rétrospective, sous réserve de certaines exceptions.

BDC évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 9.

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

Le 28 mai 2014, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, qui remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018. Selon le principe fondamental à la base de la norme, l'entité comptabilisera les produits des activités ordinaires au moment du transfert des biens ou des services promis aux clients, au montant de la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services.

BDC évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 15.

IFRS 16, *Contrats de location*

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, l'IFRS 16, *Contrats de location*, qui remplace l'IAS 17, *Contrats de location* et les interprétations connexes. La nouvelle norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. L'IFRS 16 prescrit les méthodes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation ainsi que les informations à

fournir sur les contrats de location tant pour les preneurs que pour les bailleurs. Cette norme propose un modèle unique de comptabilisation par le preneur en vertu duquel ce dernier comptabilise les actifs et les passifs pour tous les contrats de location, à l'exception de ceux d'une durée de 12 mois ou moins ou dont les actifs sous-jacents ont une valeur peu élevée. Le bailleur continue d'établir une distinction entre les contrats de location-financement et les contrats de location simple, puisque le traitement comptable par le bailleur prescrit par l'IFRS 16 demeure essentiellement inchangé par rapport à celui de l'IAS 17.

BDC évalue actuellement l'incidence de l'adoption de l'IFRS 16.

5.

Jugements, estimations et hypothèses comptables importants

L'établissement des états financiers consolidés trimestriels résumés selon les IFRS exige que la direction pose des jugements et des hypothèses et utilise des estimations qui ont une incidence sur l'application des méthodes comptables et les montants présentés à titre d'actifs, de passifs, de produits et de charges.

Des changements importants aux hypothèses sous-jacentes peuvent se traduire par des changements importants dans les estimations. Par conséquent, la direction revoit régulièrement ces hypothèses. Les changements d'estimations comptables sont comptabilisés dans la période où les estimations sont révisées ainsi que dans toutes les périodes futures concernées.

Les informations concernant les jugements, les estimations et les hypothèses importants qui ont le plus d'impact sur les montants comptabilisés dans les états financiers consolidés sont résumées ci-dessous.

Estimations et hypothèses

Provision cumulée pour pertes sur prêts
La provision cumulée pour pertes sur prêts représente l'estimation faite par la direction des pertes subies dans le portefeuille de prêts à la date de présentation de l'information financière et est établie pour les actifs pris individuellement et collectivement.

BDC examine ses prêts importants individuellement pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée. Ce processus exige que BDC pose des hypothèses et des jugements en procédant notamment à l'évaluation des possibilités de défaut et des risques que présente un prêt et à l'estimation des flux de trésorerie futurs et de la valeur des garanties.

Les prêts qui ont été évalués individuellement et qui n'ont pas perdu de valeur, ainsi que tous les autres prêts, sont ensuite évalués collectivement afin de relever toute dépréciation survenue, mais non encore identifiée. Lorsqu'elle évalue la dépréciation collectivement, BDC utilise des modèles statistiques des tendances historiques du portefeuille, comme les taux de délinquance et de pertes, ajustés selon les jugements formulés par la direction quant à la possibilité que la situation économique et les conditions de crédit actuelles soient telles que les pertes réelles sont susceptibles d'être supérieures ou inférieures à ce que suggèrent les modèles historiques.

Des changements apportés à ces hypothèses ou l'utilisation d'autres hypothèses raisonnables peuvent affecter le montant de la provision cumulée d'une manière appréciable. Pour de plus amples renseignements sur la provision cumulée pour pertes sur prêts, se reporter à la note 8, *Prêts*.

Juste valeur des instruments financiers
Lorsque la juste valeur des actifs et des passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière ne peut pas être établie d'après les données de marchés actifs (cours cotés sur un marché ou cours offerts par un courtier,

par exemple), elle est déterminée à l'aide de techniques d'évaluation, notamment des modèles d'actualisation de flux de trésorerie.

Les données utilisées pour ces modèles, comme les courbes de taux d'intérêt, le cours des actions, les prix et les rendements des devises, la volatilité des hypothèses sous-jacentes et les corrélations entre les données, proviennent de marchés observables, quand c'est possible. Sinon, il faut exercer un certain jugement pour établir les justes valeurs.

Ce jugement porte notamment sur l'évaluation des données telles que le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu par niveau de risque et les projections pondérées des flux de trésorerie. Tout changement à ces données peut avoir une incidence sur la juste valeur comptabilisée des instruments financiers. Pour de plus amples renseignements sur les techniques d'évaluation utilisées pour chaque type d'instrument financier, se reporter à la note 3, *Principales méthodes comptables* et pour en savoir plus sur les niveaux de la hiérarchie des justes valeurs, se reporter à la note 6, *Classement et juste valeur des instruments financiers*.

Relations de couverture admissibles

Pour désigner des instruments financiers dans des relations de couverture admissibles, BDC a déterminé qu'elle s'attend à ce que les couvertures soient hautement efficaces pendant la période de la relation de couverture. Pour comptabiliser des dérivés à titre de couvertures de flux de trésorerie, BDC a déterminé que le risque couvert est associé à des flux de trésorerie futurs hautement probables.

Actif ou passif net au titre des prestations définies

Le coût des régimes de retraite à prestations définies et d'autres avantages postérieurs à l'emploi, ainsi que la valeur actuelle des obligations connexes, sont déterminés au moyen d'évaluations actuarielles. Une évaluation actuarielle nécessite l'établissement d'hypothèses concernant les taux d'actualisation utilisés pour évaluer les obligations, les hausses de salaire attendues, l'âge de la retraite prévu, les taux de mortalité prévus, les tendances des coûts des soins de santé, l'inflation prévue et les hausses prévues des prestations de retraite. En raison de la nature à long terme de ces régimes, ces estimations comportent beaucoup d'incertitudes. Les résultats réels différeront des résultats estimés d'après les hypothèses.

Jugements

Dépréciation des actifs disponibles à la vente

BDC détermine que les actifs disponibles à la vente sont dépréciés s'il existe une indication objective de dépréciation. Les indications objectives de la dépréciation d'un actif financier ou d'un groupe d'actifs sont, entre autres, des événements tels que les difficultés financières, la faillite probable ou la restructuration financière d'un émetteur, une défaillance, un changement de statut défavorable ou des concessions à l'égard de paiements, des baisses mesurables des flux de trésorerie futurs estimés provenant des actifs, et la détérioration de conditions économiques corrélées. Comme une dépréciation peut résulter d'une combinaison de facteurs, le jugement de la direction est requis pour déterminer si une perte de valeur doit être comptabilisée, et à quel moment.

Consolidation

Un jugement important utilisé pour établir les états financiers consolidés est que BDC a le pouvoir de contrôler certains fonds d'investissement (pour des renseignements supplémentaires, se reporter à la note 2, *Base d'établissement*). BDC a évalué qu'elle a la capacité actuelle de diriger les activités des fonds qui ont le plus d'incidence sur leurs rendements et qu'elle est exposée à ces rendements. Par conséquent, ces fonds ont été entièrement consolidés, et non comptabilisés suivant la méthode de la mise en équivalence.

6.
Classement et juste valeur des instruments financiers

Classement des instruments financiers

Les tableaux qui suivent résument le classement des instruments financiers de BDC au 30 juin 2016 et au 31 mars 2016.

30 juin 2016

		Évaluation à la juste valeur				Évaluation au coût amorti		
		JVRN[1]						
	Note	Détenus à des fins de transaction	Désignés comme étant à la JVRN	Disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Prêts et créances	Passifs financiers	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie						**647 343**		**647 343**
Actifs dérivés		**31 956**			**2 511**			**34 467**
Titres adossés à des créances mobilières	7		**7 671**	**489 326**				**496 997**
Prêts	8					**20 216 724**		**20 216 724**
Placements de financement subordonné	9		**797 040**					**797 040**
Placements de capital de risque	10		**933 332**					**933 332**
Placements du plan d'action pour le capital de risque	11		**193 350**					**193 350**
Autres actifs[2]						**11 230**		**11 230**
Total des actifs financiers		**31 956**	**1 931 393**	**489 326**	**2 511**	**20 875 297**	**-**	**23 330 483**
Passifs financiers								
Créditeurs et frais courus							**107 421**	**107 421**
Passifs dérivés		**3 954**						**3 954**
Billets à court terme							**17 482 026**	**17 482 026**
Billets à long terme			**176 598**				**54 539**	**231 137**
Autres passifs[2]							**28 344**	**28 344**
Total des passifs financiers		**3 954**	**176 598**	**-**	**-**	**-**	**17 672 330**	**17 852 882**

31 mars 2016

		Évaluation à la juste valeur				Évaluation au coût amorti		
		JVRN[1]						
	Note	Détenus à des fins de transaction	Désignés comme étant à la JVRN	Disponibles à la vente	Couvertures des flux de trésorerie	Prêts et créances	Passifs financiers	Total
Actifs financiers								
Trésorerie et équivalents de trésorerie						680 093		680 093
Actifs dérivés		48 963			2 724			51 687
Titres adossés à des créances mobilières	7		7 152	502 606				509 758
Prêts	8					19 717 706		19 717 706
Placements de financement subordonné	9		751 404					751 404
Placements de capital de risque	10		928 000					928 000
Placements du plan d'action pour le capital de risque	11		137 668					137 668
Autres actifs[2]						9 350		9 350
Total des actifs financiers		48 963	1 824 224	502 606	2 724	20 407 149	-	22 785 666
Passifs financiers								
Créditeurs et frais courus							96 966	96 966
Passifs dérivés		4 068			9			4 077
Billets à court terme							16 848 041	16 848 041
Billets à long terme			251 916				98 352	350 268
Autres passifs[2]							28 908	28 908
Total des passifs financiers		4 068	251 916	-	9	-	17 072 267	17 328 260

[1] Juste valeur par le biais du résultat net

[2] Certains éléments compris dans les catégories autres actifs et autres passifs de l'état consolidé de la situation financière ne sont pas considérés comme des instruments financiers.

Juste valeur des instruments financiers

Tous les instruments financiers évalués à la juste valeur doivent être classés dans un des trois niveaux de hiérarchie établis aux fins des informations à fournir. Chaque niveau se fonde sur le caractère observable des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs et est défini ci-dessous :

- → Niveau 1 – Justes valeurs fondées sur les prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques;
- → Niveau 2 – Justes valeurs fondées sur des données autres que les prix cotés sur des marchés actifs qui sont observables directement ou indirectement; et
- → Niveau 3 – Justes valeurs fondées sur des techniques d'évaluation utilisant une ou plusieurs données importantes non observables.

Il n'y a eu aucun transfert entre le niveau 1 et le niveau 2 ni entre le niveau 2 et le niveau 3 dans les périodes présentées. La politique de BDC consiste à constater des transferts entre les niveaux 1 et 3 lorsque des investissements privés sont inscrits en bourse ou lorsque des investissements inscrits en bourse deviennent des investissements privés pendant les périodes présentées.

Les tableaux suivants présentent le classement des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur, selon les niveaux de hiérarchie.

				30 juin 2016
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs				
Actifs dérivés		34 467		34 467
Titres adossés à des créances mobilières		496 997		496 997
Placements de financement subordonné	824		796 216	797 040
Placements de capital de risque	14 730		918 602	933 332
Placements du plan d'action pour le capital de risque			193 350	193 350
	15 554	531 464	1 908 168	2 455 186
Passifs				
Passifs dérivés		3 954		3 954
Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN[1]		176 598		176 598
	-	180 552	-	180 552

[1] Juste valeur par le biais du résultat net.

	31 mars 2016			
	Évaluation de la juste valeur selon le			Juste valeur totale
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	
Actifs				
Actifs dérivés		51 687		51 687
Titres adossés à des créances mobilières		509 758		509 758
Placements de financement subordonné	824		750 580	751 404
Placements de capital de risque	11 905		916 095	928 000
Placements du plan d'action pour le capital de risque			137 668	137 668
	12 729	561 445	1 804 343	2 378 517
Passifs				
Passifs dérivés		4 077		4 077
Billets à long terme désignés comme étant à la JVRN[1]		251 916		251 916
	-	255 993	-	255 993

[1] Juste valeur par le biais du résultat net.

Les tableaux suivants présentent les variations de la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs.

	30 juin 2016			
	Placements de financement subordonné	**Placements de capital de risque**	**Placements du plan d'action pour le capital de risque**	**Juste valeur totale**
Juste valeur au 1er avril 2016	**750,580**	**916,095**	**137,668**	**1,804,343**
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	**(2,201)**	**(1,521)**	**-**	**(3,722)**
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	**(1,253)**	**(6,796)**	**(12,697)**	**(20,746)**
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	**-**	**(1,057)**	**(23)**	**(1,080)**
Décaissements sur les placements	**76,239**	**45,724**	**68,455**	**190,418**
Remboursements sur les placements et autres	**(27,149)**	**(33,843)**	**(53)**	**(61,045)**
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	**-**	**-**	**-**	**-**
Juste valeur au 30 juin 2016	**796,216**	**918,602**	**193,350**	**1,908,168**

	31 mars 2016			
	Placements de financement subordonné	Placements de capital de risque	Placements du plan d'action pour le capital de risque	Juste valeur totale
Juste valeur au 1er avril 2015	642,203	707,768	47,643	1,397,614
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	394	(6,545)	-	(6,151)
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	258	82,792	3,958	87,008
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	-	8,258	(71)	8,187
Décaissements sur les placements	254,076	228,915	86,367	569,358
Remboursements sur les placements et autres	(146,351)	(95,478)	(229)	(242,058)
Transferts du niveau 3 vers le niveau 1	-	(9,615)	-	(9,615)
Juste valeur au 31 mars 2016	750,580	916,095	137,668	1,804,343

7.
Titres adossés à des créances mobilières

	30 juin 2016	31 mars 2016
Disponibles à la vente		
Montant nominal	**489 415**	501 649
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	**(89)**	957
Valeur comptable	**489 326**	502 606
Rendement	**1,78%**	1,77%
Juste valeur par le biais du résultat net		
Montant nominal	**7 628**	7 105
Plus(moins)-value cumulative de la juste valeur	**43**	47
Valeur comptable	**7 671**	7 152
Rendement	**6,91%**	6,95%
Titres adossés à des créances mobilières	**496 997**	509 758

Aucun titre adossé à des créances mobilières n'a subi de perte de valeur au 30 juin ni au 31 mars 2016.

8.
Prêts

Les tableaux qui suivent présentent les prêts en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant brut total	Provision collective cumulée	Provision individuelle cumulée	Provision cumulée totale	Montant net total
Productifs	**266 414**	**2 364 826**	**17 617 628**	**20 248 868**	**(395 000)**	**-**	**(395 000)**	**19 853 868**
Douteux	**23 369**	**84 956**	**488 039**	**596 364**	**-**	**(233 508)**	**(233 508)**	**362 856**
Prêts au 30 juin 2016	**289 783**	**2 449 782**	**18 105 667**	**20 845 232**	**(395 000)**	**(233 508)**	**(628 508)**	**20 216 724**

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Montant brut total	Provision collective cumulée	Provision individuelle cumulée	Provision cumulée totale	Montant net total
Productifs	220 222	2 292 473	17 256 082	19 768 777	(390 000)	-	(390 000)	19 378 777
Douteux	19 837	74 442	460 374	554 653	-	(215 724)	(215 724)	338 929
Prêts au 31 mars 2016	240 059	2 366 915	17 716 456	20 323 430	(390 000)	(215 724)	(605 724)	19 717 706

Provision cumulée pour pertes sur prêts

	30 juin 2016	31 mars 2016
Solde à l'ouverture de l'exercice	**605 724**	529 923
Radiations	**(14 887)**	(81 127)
Effet de l'actualisation	**(3 368)**	(13 395)
Recouvrements et autres	**3 226**	9 414
	590 695	444 815
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	**37 813**	160 909
Solde à la clôture de l'exercice	**628 508**	605 724

Concentrations du total des prêts en cours

Répartition géographique	30 juin 2016	31 mars 2016
Terre-Neuve-et-Labrador	**854 480**	849 591
Île-du-Prince-Édouard	**55 484**	56 456
Nouvelle-Écosse	**532 154**	528 651
Nouveau-Brunswick	**456 695**	467 311
Québec	**6 604 192**	6 496 866
Ontario	**5 463 493**	5 242 987
Manitoba	**642 164**	653 069
Saskatchewan	**722 169**	701 224
Alberta	**3 112 961**	3 000 998
Colombie-Britannique	**2 268 576**	2 200 621
Yukon	**101 840**	95 400
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**31 024**	30 256
Total des prêts en cours	**20 845 232**	20 323 430

Répartition par secteur d'activité	30 juin 2016	31 mars 2016
Fabrication	**4 620 353**	4 503 108
Commerce de gros et de détail	**4 131 125**	4 109 247
Industries de services	**2 795 447**	2 681 948
Tourisme	**2 607 142**	2 562 826
Immeubles commerciaux	**2 192 072**	2 166 365
Construction	**1 783 646**	1 714 697
Transport et entreposage	**1 246 159**	1 221 123
Ressources	**880 866**	811 028
Autres	**588 422**	553 088
Total des prêts en cours	**20 845 232**	20 323 430

9.

Placements de financement subordonné

BDC détient un portefeuille de placements de financement subordonné qui est assorti d'un risque moyen à élevé. Le tableau qui suit résume les placements de financement subordonné en cours selon leur date d'échéance contractuelle.

	Moins d'un an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Coût total	Juste valeur totale
Au 30 juin 2016	**83 436**	**605 161**	**124 342**	**812 939**	**797 040**
Au 31 mars 2016	76 089	565 188	124 772	766 049	751 404

Concentrations du total des placements de financement subordonné

		30 juin 2016		31 mars 2016
Répartition géographique	**Juste valeur**	**Coût**	Juste valeur	Coût
Terre-Neuve-et-Labrador	**6 254**	**6 775**	5 252	5 773
Nouvelle-Écosse	**16 638**	**16 783**	16 963	17 108
Nouveau-Brunswick	**28 927**	**25 218**	29 135	25 426
Québec	**320 180**	**338 831**	302 632	319 494
Ontario	**270 856**	**270 669**	262 383	260 106
Manitoba	**13 270**	**7 263**	14 097	7 260
Saskatchewan	**15 905**	**15 479**	14 957	14 529
Alberta	**85 502**	**90 363**	72 650	80 877
Colombie-Britannique	**35 949**	**37 798**	29 776	31 715
Yukon	**2 548**	**2 656**	2 548	2 656
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**1 011**	**1 104**	1 011	1 105
Placements de financement subordonné	**797 040**	**812 939**	751 404	766 049

		30 juin 2016		31 mars 2016
Répartition par secteur d'activité	**Juste valeur**	**Coût**	Juste valeur	Coût
Fabrication	**259 729**	**268 254**	259 348	267 869
Industries de services	**180 182**	**190 614**	170 955	179 235
Commerce de gros et de détail	**146 218**	**147 876**	133 656	135 052
Construction	**67 231**	**60 471**	68 130	60 652
Ressources	**58 875**	**62 821**	45 820	53 125
Industries de l'information	**36 765**	**37 128**	28 237	28 473
Transport et entreposage	**14 191**	**14 691**	10 350	10 850
Tourisme	**7 423**	**8 060**	5 229	5 866
Services éducatifs	**2 674**	**2 605**	2 796	2 728
Autres	**23 752**	**20 419**	26 883	22 199
Placements de financement subordonné	**797 040**	**812 939**	751 404	766 049

10.

Placements de capital de risque

BDC détient un portefeuille à risque élevé de placements de capital de risque axé principalement sur les entreprises technologiques à un stade précoce et à croissance rapide qui occupent une position prometteuse sur leurs marchés respectifs et qui présentent de fortes possibilités de croissance. Les concentrations et les types de placements de capital de risque sont indiqués ci-dessous.

	30 juin 2016		31 mars 2016	
Répartition par secteur d'activité	**Juste valeur**	**Coût**	Juste valeur	Coût
Technologie de l'information	**206 218**	**193 913**	200 706	188 322
Biotechnologie et pharmacologie	**156 890**	**123 348**	140 414	102 042
Électronique	**75 032**	**83 251**	81 986	92 041
Communications	**43 577**	**43 372**	43 887	43 484
Médecine et soins de santé	**39 500**	**53 639**	40 763	52 739
Énergie	**11 456**	**9 762**	23 457	26 073
Industriel	**10 660**	**14 316**	12 135	17 785
Autres	**8 500**	**8 495**	9 506	8 495
Total des placements directs	**551 833**	**530 096**	552 854	530 981
Fonds	**381 499**	**298 136**	375 146	287 271
Placements de capital de risque	**933 332**	**828 232**	928 000	818 252

	30 juin 2016		31 mars 2016	
Type de placement	**Juste valeur**	**Coût**	Juste valeur	Coût
Actions ordinaires	**61 071**	**77 422**	60 298	80 567
Actions préférentielles	**444 748**	**399 107**	438 341	394 025
Débentures	**46 014**	**53 567**	54 215	56 389
Total des placements directs	**551 833**	**530 096**	552 854	530 981
Fonds	**381 499**	**298 136**	375 146	287 271
Placements de capital de risque	**933 332**	**828 232**	928 000	818 252

11.

Placements du plan d'action pour le capital de risque

Le Plan d'action pour le capital de risque est une initiative du gouvernement fédéral visant à investir 400 millions de dollars pour accroître les investissements de capital de risque par le secteur privé dans des entreprises canadiennes innovatrices et très prometteuses.

Le Plan d'action pour le capital de risque investit principalement dans des fonds de capital de risque de démarrage et de stade intermédiaire, et directement dans des sociétés partout au Canada. Le Plan d'action pour le capital de risque appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées.

Au 30 juin 2016, la juste valeur des placements du plan d'action pour le capital de risque s'élevait à 193 350 $ (137 668 $ au 31 mars 2016), et leur coût s'élevait à 206 307 $ (137 905 $ au 31 mars 2016).

12.

Capital social

Un nombre illimité d'actions ordinaires ayant une valeur nominale de 100 $ chacune est autorisé. Au 30 juin 2016, 22 884 000 actions ordinaires étaient en circulation (22 884 000 au 31 mars 2016).

Prescriptions statutaires

Conformément à la loi sur la BDC, le ratio d'endettement ne peut dépasser 12:1. De plus, le total du capital versé, du surplus d'apport et de tout produit considéré comme des capitaux propres (tels que les instruments hybrides de capital) ne peut en aucun cas dépasser 3,0 milliards de dollars. Au 30 juin et au 31 mars 2016, BDC était en conformité avec ces deux prescriptions statutaires.

Suffisance du capital

Le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada donne à BDC des lignes directrices concernant ses ratios de suffisance du capital. BDC est tenue de maintenir, dans l'ensemble, un capital et des provisions cumulées pour pertes sur prêts suffisants pour lui permettre de résister aux conjonctures défavorables sans demander de capitaux supplémentaires au gouvernement. Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2016 et pour l'exercice terminé le 31 mars 2016, BDC s'est conformée à ses lignes directrices sur la suffisance du capital.

13.

Informations sectorielles

BDC compte six secteurs, décrits ci-dessous, qui correspondent aux six secteurs d'activité de la Banque. Chaque secteur d'activité offre différents produits et services et est géré séparément selon la structure de gestion et la structure interne de présentation de l'information financière de BDC.

Les activités de chaque secteur à présenter sont résumées ci-dessous.

- **Financement** offre des prêts garantis, partiellement garantis et non garantis, avec une attention particulière sur les petites et moyennes entreprises dans l'ensemble du Canada.
- **Capital de croissance et transfert d'entreprise** offre du financement subordonné sous forme de financement souple par emprunt, avec ou sans droit de conversion, ainsi que par capitaux propres.
- **Capital de risque** offre des placements pour couvrir chaque étape du cycle de développement d'une entreprise technologique – du prédémarrage à l'expansion. BDC fait aussi des investissements indirects au moyen de fonds d'investissement de capital de risque.
- **Services-conseils** propose des services de consultation, soutient les entreprises à impact élevé et propose des programmes de groupe et d'autres services en lien avec les activités commerciales.
- **Titrisation** achète des placements dans des titres adossés à des créances mobilières dans le cadre de la Plateforme de financement pour prêteurs indépendants (PFPI). Ces titres sont garantis par des prêts et des baux relatifs à des véhicules et à du matériel, ainsi que par des prêts sur stocks. BDC offre aussi des prêts entièrement garantis à de petites et moyennes entreprises de financement et de crédit-bail.
- **Le Plan d'action pour le capital de risque** appuie la création de grands fonds de fonds dirigés par le secteur privé et soutient également des fonds existants très performants en partenariat avec des investisseurs institutionnels, des sociétés qui sont des investisseurs stratégiques ainsi que les provinces intéressées.

Les hypothèses et les méthodes utilisées dans le cadre de la présentation de l'information de BDC sont revues périodiquement par la direction, qui s'assure qu'elles restent valables. Les principales méthodes d'affectation de BDC sont décrites ci-dessous.

Les charges d'intérêts sont affectées à chaque secteur en fonction de son portefeuille d'activité et du capital qui lui est attribué. L'affectation du capital aux secteurs d'activité de BDC est conforme au processus d'évaluation interne de la Banque en matière de suffisance du capital et est constamment ajustée en fonction des risques économiques de chaque secteur.

Les charges opérationnelles et administratives incluent les coûts engagés directement par les secteurs d'activité. Les coûts indirects à l'échelle de l'entreprise sont attribués à chaque secteur en fonction du cadre interne de présentation de l'information de la direction.

Les portefeuilles de prêts et de placements sont gérés séparément selon les secteurs d'activité de BDC. Aucun autre actif ou passif n'est géré par secteur.

Les tableaux suivants présentent les informations financières relatives à chacun des secteurs.

							Trimestre terminé le 30 juin 2016
	BDC	Financement	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Services-conseils	Titrisation	Plan d'action pour le capital de risque
Produits d'intérêts	275 367	258 922	17 060	-	-	2 385	-
Charges d'intérêts	18 466	17 494	1 039	-	-	933	-
Produits d'intérêts nets	256 901	241 428	16 021	-	-	1 452	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	(3 935)	-	(2 201)	(1 734)	-	-	-
Produits de consultation	4 292	-	-	-	4 292	-	-
Frais et autres produits	12 752	7 537	4 508	573	36	22	76
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	2 037	1 934	-	103	-	-	-
Produits (pertes) nets	274 047	250 899	18 328	(1 058)	4 328	1 474	76
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	(37 813)	(37 813)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	(17 544)	-	(1 253)	(3 590)	-	(4)	(12 697)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	(1 081)	-	-	(1 058)	-	-	(23)
Profits (pertes) nets latents sur autres instruments financiers	(2 336)	(2 145)	-	(191)	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	215 273	210 941	17 075	(5 897)	4 328	1 470	(12 644)
Salaires et avantages du personnel	86 320	65 051	6 861	3 689	10 114	500	105
Locaux et équipement	10 150	8 281	408	455	946	47	13
Autres charges	26 435	20 941	704	879	3 839	60	12
Charges opérationnelles et administratives	122 905	94 273	7 973	5 023	14 899	607	130
Résultat (perte) net	92 368	116 668	9 102	(10 920)	(10 571)	863	(12 774)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	93 902	116 668	9 083	(9 367)	(10 571)	863	(12 774)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	(1 534)	-	19	(1 553)	-	-	-
Résultat (perte) net	92 368	116 668	9 102	(10 920)	(10 571)	863	(12 774)
Portefeuille des secteurs d'activité à la clôture de l'exercice	22 637 443	20 199 121	797 040	933 332	-	514 600[1]	193 350

[1] Le portefeuille de titrisation à la clôture de la période comprenait 17 603 $ en prêts et 496 997 $ en titres adossés à des créances mobilières.

							Trimestre terminé le 30 juin 2015
	BDC	Financement	Capital de croissance et transfert d'entreprise	Capital de risque	Services-conseils	Titrisation	Plan d'action pour le capital de risque
Produits d'intérêts	271 200	253 962	15 148	-	-	2 090	-
Charges d'intérêts	23 194	20 888	1 315	-	-	991	-
Produits d'intérêts nets	248 006	233 074	13 833	-	-	1 099	-
Profits (pertes) nets réalisés sur les placements	2 879	-	170	2 709	-	-	-
Produits de consultation	3 554	-	-	-	3 554	-	-
Frais et autres produits	9 474	3 782	5 400	276	-	5	11
Profits (pertes) nets réalisés sur autres instruments financiers	399	225	-	174	-	-	-
Produits (pertes) nets	264 312	237 081	19 403	3 159	3 554	1 104	11
Dotation à la provision pour pertes sur prêts	(28 159)	(28 159)	-	-	-	-	-
Variation nette de la plus(moins)-value latente sur les placements	48 178	-	(7 032)	57 715	-	(7)	(2 498)
Profits (pertes) de change nets latents sur les placements	(1 451)	-	-	(1 451)	-	-	-
Profits (pertes) nets latents sur autres instruments financiers	1 086	982	-	104	-	-	-
Résultat (perte) avant charges opérationnelles et administratives	283 966	209 904	12 371	59 527	3 554	1 097	(2 487)
Salaires et avantages du personnel	81 249	63 205	6 024	3 880	7 520	435	185
Locaux et équipement	9 490	8 047	435	373	590	32	13
Autres charges	22 217	17 299	812	1 027	2 999	48	32
Charges opérationnelles et administratives	112 956	88 551	7 271	5 280	11 109	515	230
Résultat (perte) net	171 010	121 353	5 100	54 247	(7 555)	582	(2 717)
Résultat (perte) net attribuable :							
À l'actionnaire de BDC	170 358	121 353	4 809	53 886	(7 555)	582	(2 717)
Aux participations ne donnant pas le contrôle	652	-	291	361	-	-	-
Résultat (perte) net	171 010	121 353	5 100	54 247	(7 555)	582	(2 717)
Portefeuille des secteurs d'activité à la clôture de l'exercice	20 558 155	18 596 721	657 240	797 340	-	441 717[1]	55 137

[1] Le portefeuille de titrisation à la clôture de la période comprenait 7 218 $ en prêts et 434 499 $ en titres adossés à des créances mobilières.

14.
Garanties

BDC émet des « lettres de crédit, des garanties de prêts et des garanties de portefeuille » (les garanties) afin de soutenir les entreprises. Selon les termes de ces garanties, BDC doit effectuer des remboursements à des tiers si les clients sont incapables de remplir leurs engagements contractuels. Les exigences concernant les garanties concordent avec celles qui sont applicables aux prêts de BDC. Les honoraires d'administration sont calculés de façon linéaire sur la durée de vie de l'instrument et sont comptabilisés en frais et autres produits dans l'état consolidé des résultats. L'obligation contractuelle maximale aux termes des garanties s'établissait à 342,3 millions de dollars au 30 juin 2016 (352,4 million de dollars au 31 mars 2016) et les durées actuelles arrivent à échéance dans un délai de 160 mois (163 mois au 31 mars 2016). Toutefois, en date du 30 juin 2016, l'exposition réelle était de 21,9 millions de dollars (contre 17,8 millions de dollars au 31 mars 2016).

Ces garanties financières ont été initialement comptabilisées à la juste valeur à la date où elles ont été accordées. La juste valeur était réputée nulle, car toutes les garanties ont été conclues dans des conditions de concurrence normale et aucun honoraire n'a été reçu initialement. De plus, aucune créance pour les honoraires prévus n'a été comptabilisée. La comptabilisation subséquente d'un passif survient uniquement s'il devient plus probable qu'improbable que le client ne respectera pas ses engagements contractuels. Au 30 juin 2016 et au 31 mars 2016, aucun passif n'a été comptabilisé au titre de ces garanties dans l'état consolidé de la situation financière de BDC.

15.
Engagements

Prêts

Les montants non déboursés sur les prêts autorisés s'établissaient à 2 542 119 $ au 30 juin 2016 (983 077 $ à taux fixe et 1 559 042 $ à taux flottant) et devraient être déboursés au cours des 12 prochains mois. Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré est de 4,4 % sur les engagements relatifs aux prêts (4,4 % au 31 mars 2016). Les tableaux suivants présentent les montants non déboursés sur les prêts autorisés par région et par secteur d'activité.

Engagements selon la répartition géographique	30 juin 2016	31 mars 2016
Terre-Neuve-et-Labrador	**90 271**	63 612
Île-du-Prince-Édouard	**685**	544
Nouvelle-Écosse	**34 999**	34 865
Nouveau-Brunswick	**36 273**	19 884
Québec	**649 522**	545 850
Ontario	**697 204**	685 774
Manitoba	**85 382**	55 091
Saskatchewan	**41 787**	53 655
Alberta	**563 957**	546 708
Colombie-Britannique	**338 119**	240 861
Yukon	**2 294**	1 298
Territoires du Nord-Ouest et Nunavut	**1 626**	2 528
Total	**2 542 119**	2 250 670

Engagements selon le secteur d'activité	30 juin 2016	31 mars 2016
Fabrication	**641 916**	572 285
Construction	**308 071**	268 499
Tourisme	**307 979**	278 287
Commerce de gros et de détail	**305 369**	291 608
Industries de services	**291 731**	229 252
Ressources	**276 642**	258 051
Transport et entreposage	**171 551**	172 942
Immeubles commerciaux	**137 451**	70 284
Autres	**101 409**	109 462
Total	**2 542 119**	2 250 670

Financement subordonné

Les montants non déboursés sur les placements autorisés de financement subordonné s'établissaient à 76 560 $ au 30 juin 2016 (46 675 $ à taux fixe et 29 885 $ à taux flottant) et devraient être déboursés au cours des 12 prochains mois. Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré (excluant le rendement autre qu'en intérêts) est de 10,9 % sur les engagements relatifs aux placements (10,8 % au 31 mars 2016). Les tableaux suivants présentent les montants non déboursés sur les placements autorisés de financement subordonné par région et par secteur d'activité.

Engagements selon la répartition géographique	30 juin 2016	31 mars 2016
Terre-Neuve-et-Labrador	**209**	1 209
Nouvelle-Écosse	**665**	750
Québec	**12 737**	15 131
Ontario	**45 958**	35 571
Manitoba	**5 000**	-
Saskatchewan	**2 000**	-
Alberta	**7 291**	16 200
Colombie-Britannique	**2 700**	3 455
Total	**76 560**	72 316

Engagements selon le secteur d'activité	30 juin 2016	31 mars 2016
Fabrication	**27 487**	28 796
Industries de services	**20 070**	9 720
Construction	**12 500**	1 650
Industries de l'information	**5 720**	8 425
Ressources	**5 091**	14 750
Commerce de gros et de détail	**3 740**	2 675
Tourisme	**1 652**	3 900
Transport et entreposage	**300**	2 400
Total	**76 560**	72 316

Capital de risque

Les montants non déboursés sur les placements autorisés de capital de risque s'établissaient à 343 274 $ au 30 juin 2016 et sont liés aux secteurs d'activité ci-dessous.

Engagements selon le secteur d'activité	30 juin 2016	31 mars 2016
Biotechnologie et pharmacologie	**7 126**	16 030
Médecine et soins de santé	**4 000**	4 000
Électronique	**3 779**	4 811
Technologie de l'information	**1 722**	1 914
Communications	**365**	-
Industriel	**100**	-
Total des placements directs	**17 092**	26 755
Fonds externes	**326 182**	333 314
Placements de capital de risque	**343 274**	360 069

Plan d'action pour le capital de risque

Les montants non déboursés sur les placements autorisés du plan d'action pour le capital de risque s'établissaient à 183 852 $ au 30 juin 2016 (252 254 $ au 31 mars 2016).

Titres adossés à des créances mobilières

Les montants non déboursés des titres adossés à des créances mobilières autorisés s'établissent à 308 000 $ au 30 juin 2016 (297 000 $ au 31 mars 2016).

Contrats de location

BDC a des engagements minimums exigibles en vertu des contrats de location-exploitation de locaux.

16.
Transactions entre parties liées

Au 30 juin 2016, BDC a 17 478,0 millions de dollars de billets à court terme en circulation et 54,4 millions de dollars de billets à long terme (excluant les intérêts courus), souscrits auprès de Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Finances (16 844,0 millions de dollars de billets à court terme et 98,1 millions de dollars de billets à long terme au 31 mars 2016).

Les intérêts courus sur emprunts comprennent 3,2 millions de dollars à payer au ministre des Finances au 30 juin 2016 (3,2 millions de dollars au 31 mars 2016).

BDC a comptabilisé des charges d'intérêts, qui se rapportent aux emprunts auprès du ministre des Finances, de 20,0 millions de dollars au premier trimestre, contre 23,4 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

De plus, aucun emprunt auprès du ministre des Finances n'a été racheté au cours du premier trimestre de l'exercice 2017 ni pendant l'exercice 2016.

BDC est aussi liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada. BDC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, en vertu de modalités similaires à celles qui s'appliquent aux parties non liées.

17.

Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour le trimestre courant.

Banque de développement du Canada
Siège social
5, Place Ville-Marie, bureau 300
Montréal (Québec) H3B 5E7
T 1 877 BDC-BANX (232-2269)
F 1 877 329-9232

Pour en savoir plus sur nos centres d'affaires, consultez la page www.bdc.ca

This document is also available in English.

BDC

BDC_ca

BDC

bdc.ca
1 888 INFO-BDC